M. ABDELMADJID TEBBOUNE APPELLE À ALLER AU-DELÀ DU TRAITEMENT SÉCURITAIRE DE LA MIGRATION

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 25 JUILLET 2023 // N°604 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

POMPIERS ET MILITAIRES LUTTAIENT POUR ÉTEINDRE LE BRASIER

34 MORTS ET 194 BLESSÉS DANS DES INCENDIES DANS LE NORD DU PAYS

Lire en page 3

BAC 2023

Grâce présidentielle en faveur des détenus lauréats

P.16

L'Afrique se présente aujourd'hui en solution aux défis du monde

P.2

La DGSN lance une version anglaise de son site électronique

P.5

LA DÉDOLLARISATION S'ACCÉLÈRE

De plus en plus de pays cherchent à s'affranchir de la devise américaine

PP.8.9

ELLE TENTE DE SE METTRE EN PHASE AVEC L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

La Bourse d'Alger doit s'adapter à un nouveau cadre juridique

P.6

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Juillet pourrait être le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre !

P.5

ENERGIES RENOUVELABLES :

ARKAB REÇOIT LE DG D'IRENA

Le ministre de l'Energie, M. Mohamed Arkab, a reçu hier, le directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), M. Francesco La Camera. Les deux parties se sont entretenues en présence du P-DG de la Sonelgaz sur les possibilités de renforcement du partenariat entre l'Algérie et IRENA dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables. M. Arkab a présenté à cette occasion le programme algérien pour le développement de cette filière et aussi la stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène. « Les deux parties ont également évoqué les politiques d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et aussi la disponibilité des outils techniques et scientifiques, l'échange des expériences et la formation à travers le transfert des technologies. Les deux responsables ont également abordé le domaine des mines, et plus particulièrement son rôle dans la production des énergies renouvelables.

ÉLECTRICITÉ

NOUVEAU RECORD DE CONSOMMATION ENREGISTRÉ HIER APRÈS-MIDI

La consommation nationale d'électricité a enregistré, dimanche à 14h08, un nouveau pic historique de 18.697 mégawatts, indique un communiqué de Sonelgaz. "Au regard de l'épisode caniculaire inédit et persistant depuis le début du mois de juillet, l'Opérateur du Système Electrique (OS) du groupe Sonelgaz a enregistré aujourd'hui dimanche 23 juillet 2022 à 14h08, un nouveau record de puissance électrique appelée sur le réseau national de 18.697 MW, dépassant de 125 MW celle enregistrée le 20 juillet 2023 qui avait atteint 18.572 MW", selon le communiqué. "Il est relevé que ce pic de consommation de 18.697 MW est en augmentation de 11,14%, par rapport à celui enregistré à la même période de l'année dernière, au cours de laquelle il a été enregistré 16.822 MW, soit une augmentation de 1.875 MW", précise le même source. Comparé au premier record enregistré le 09 juillet 2023 de 17.508 MW, le dépassement de consommation a été de 1.189 MW, a souligné le communiqué. Sonelgaz a indiqué, en outre, que cette vague de chaleur sans précédent, "a altéré les équipements de transport et de distribution de l'électricité et a occasionné des perturbations dans l'approvisionnement en énergie électrique ainsi que quelques coupures volontaires pour préserver ces équipements (transformateurs, câbles...) qui ont touché certaines localités dans la périphérie d'Alger, et dans les wilayas de Tipaza, Tizi-Ouzou, Sétif, Bordj Bou-Arréridj et Mila où la température a oscillé entre 40 et 47°. Par ailleurs, et en dépit de ces circonstances, Sonelgaz "a maintenu ses engagements en matière d'export de l'énergie électrique avec une moyenne de 500 à 600 MW par jour, avec des quantités d'énergie exportées en augmentation de plus de 21% par rapport à la même période de l'année précédente", ajoute le communiqué. Sonelgaz a précisé dans son communiqué que ses équipes d'intervention "sont mobilisées 24h/24h pour le rétablissement, de jour comme de nuit, des pannes occasionnées".

LA TERRE A TREMBLÉ DANS LA RÉGION DE TIPAZA

Une secousse tellurique de magnitude 3,3 sur l'échelle ouverte de Richter, a été enregistrée hier à 07h56 dans la wilaya de Tipaza, indique un communiqué du Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 12 km au nord de Hadjret Ennous (w.Tipaza), précise la même source.

BANQUE CENTRALE AMÉRICAINE : LA PAUSE EST FINIE

Le temps de la pause est terminé pour la banque centrale américaine (Fed) : elle devrait renouer cette semaine avec les hausses de taux, et procéder à un relèvement d'un quart de point, afin de s'assurer de faire ralentir l'inflation durablement. Les responsables de la Fed se réunissent aujourd'hui et demain. Quelle décision vont-ils prendre ? «Si je devais parier, je dirais qu'ils augmenteront les taux de 25 points de base», soit un quart de point de pourcentage, a indiqué à l'AFP Joseph Gagnon, économiste au Peterson Institute for International Economics (PIIE) et ancien de la Fed. Du côté des acteurs du marché, c'est aussi cette hypothèse qui fait la quasi-unanimité, selon l'évaluation de CME Group. La décision sera annoncée mercredi à 14h00 (18h00 GMT), par un communiqué qui sera suivi d'une conférence de presse du président de la Fed, Jerome Powell.

LE PROCESSUS DE KIMBERLEY EST DEVENU UN « THÉÂTRE DE LA GÉOPOLITIQUE OÙ IL Y A BEAUCOUP DE MÉFIANCE »

Forum de négociation international tripartite existant depuis plus de 20 ans, le Processus de Kimberley (PK) s'est fixé comme objectif de prévenir l'entrée des diamants de conflits dans le marché international. Définis comme étant des diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles pour financer leurs activités militaires, les diamants de conflits sont une question sensible dans le secteur mondial de la pierre précieuse, et en Afrique en particulier. Chercheur pour l'International Peace Information Service (IPIS), une ONG de recherche basée en Belgique, Hans Merket a étudié l'impact de l'exploitation des ressources naturelles sur la sécurité, le développement et les droits humains. Dans un entretien accordé à Agence Ecofin, celui qui s'est spécialisé depuis quatre ans sur le diamant en Afrique, avec un focus sur les défis liés aux droits humains dans le secteur, analyse les progrès réalisés depuis le lancement du PK.

L'AFRIQUE SE PRÉSENTE AUJOURD'HUI EN SOLUTION AUX DÉFIS DU MONDE

Alors que les équilibres géostratégiques sont en pleine recomposition, le rapport souligne la nécessité de reconsidérer la place de l'Afrique dans le monde et de remédier à sa marginalisation dans l'architecture multilatérale. La perception que le monde se fait de l'Afrique doit désormais prendre la mesure de l'énorme potentiel du continent qui a plus que jamais la capacité de contribuer à apporter des solutions aux défis partagés de la planète, grâce notamment à sa forte croissance démographique, sa jeunesse en plein essor et ses abondantes ressources naturelles essentielles à une économie décarbonée, selon un rapport publié récemment par la Fondation Mo Ibrahim. Intitulé « Global Africa - Africa in the world and the world in Africa », le rapport inclut les principales conclusions des débats qui se sont tenus à Nairobi du 28 au 30 avril 2023 lors de l'édition 2023 du Forum « Ibrahim Governance Week-end ». Durant ce forum, des dirigeants du continent et de grandes institutions ainsi que des experts, et des représentants de la société civile ont unanimement souligné la nécessité de changer le narratif sur l'Afrique, qui tend à perpétuer une vision obsolète d'un continent africain seul réceptacle de toutes les crises du monde et que le monde doit sauver. D'autant plus que l'Afrique dispose d'atouts considérables qui peuvent non seulement favoriser son propre développement durable, mais aussi la positionner en tant qu'acteur important de la solution aux défis partagés du monde contemporain.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

M. Abdelmadjid Tebboune appelle à aller au-delà du traitement sécuritaire de la migration

L'Algérie, mue par sa solidarité permanente avec les pays voisins, a adopté durant de longues années, une politique relativement tolérante vis-à-vis de ces flux, ce qui a entraîné « une hausse inédite » du nombre de migrants clandestins qui se sont installés sur son territoire, avec tout ce qu'un tel phénomène peut engendrer comme répercussions à « différents niveaux », a souligné le chef de l'Etat.

Dans un discours lu en son nom par le Premier ministre, Aimene Benabderrahmane, qui le représente à la conférence internationale de Rome sur le développement et la migration, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a appelé à aborder la question migratoire dans ses nombreux aspects, à aller au-delà du seul traitement sécuritaire, estimant ainsi que le traitement sécuritaire du dossier de la migration, « bien qu'il réponde au besoin urgent de maintien de l'ordre public et de lutte contre les réseaux de passeurs et de traite d'êtres humains, ne contribue pas à faire face à ce phénomène de manière durable ». « Il est, donc, impératif d'envisager des solutions globales qui garantissent la stabilité, stimulent la dynamique de développement et créent des opportunités d'emploi pour les jeunes dans les pays d'origine afin d'endiguer le phénomène de la migration clandestine », a-t-il souligné. Par conséquent, le Président Tebboune a préconisé de "placer la coopération Nord-Sud à un rang supérieur pour apporter aide et assistance aux pays du Sud, en élevant le niveau des contributions qui leur sont apportées en matière de développement". Tebboune a relevé que la rencontre de Rome "intervient dans un contexte marqué par l'aggravation de la migration clandestine dans notre région", avec tout ce que pose cette situation comme défis et scènes tragiques récurrentes. Tout cela est dû à un ensemble de motifs "dont les effets sont connus de tous", à leur tête les dysfonctionnements structurels dans la démarche de développement de plusieurs pays, ajoutés aux guerres, aux conflits, à l'extension des foyers de tension, à l'insécurité, à la croissance du phénomène du terrorisme, au crime transfrontalier, aux changements climatiques, ainsi qu'à la dégradation de la situation socio-économique, a-t-il ajouté. "Ce phénomène pose désormais de dangereux défis sécuritaires, du fait de ce qui les accompagne comme pullulement du crime organisé et infiltrations, par des organisations subversives, des réseaux de contrebande et de traite des êtres humains, en vue de faciliter le mouvement des terroristes via de fausses identités", ce qui "menace, désormais, la sécurité intérieure des Etats", relève le Président Tebboune. Quant à l'Algérie, a-t-il souligné, elle "est passée, grâce à sa position géostratégique, au développement économique qu'elle connaît ces derniers temps et à la stabilité qui la caractérise, d'un pays de transit à un pays d'accueil et de sédentarisation des migrants en provenance de pays sahélo-sahariens et de certaines zones de conflit dans des pays africains et arabes". Cette situation s'est accentuée, poursuit le Président de la République, du fait des mesures et dispositions sécuritaires de protection des frontières extérieures de l'Union européenne et de durcissement des procédures d'octroi de visas. "Cependant l'Algérie, mue par sa solidarité permanente avec les pays voisins, a adopté durant de longues années, une politique relativement tolérante vis-à-vis de ces flux", ce qui a entraîné "une hausse inédite du nombre de migrants clandestins qui se sont installés sur son territoire, avec tout ce qu'un tel phénomène peut engendrer comme répercussions à différents niveaux". Au vu de tout ce qui précède, le Président de la République a affirmé que ce phénomène prendrait des proportions plus importantes à l'avenir si les mesures nécessaires ne sont pas prises, ni mises en œuvre à temps.

Y. S.

LUTTE CONTRE LA MIGRATION CLANDESTINE

L'Algérie poursuivra son soutien aux Etats africains à travers des projets de développement

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, dimanche, depuis Rome, la détermination de l'Algérie à poursuivre son soutien aux Etats africains concernés par la migration clandestine, en y créant des projets de développement tel que concrétisé au Mali, au Niger et en Mauritanie, à même de contribuer à la réduction de ce phénomène qui impacte aussi bien les pays d'origine que les pays d'accueil des flux migratoires.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa participation à la Conférence internationale sur le développement et la migration, organisée par l'Italie, M. Benabderrahmane a indiqué qu'il représentait le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cet évènement qui constitue une nouvelle occasion de passer en revue l'approche algérienne concernant la migration clandestine. Cette approche, explique le Premier ministre, consiste principalement à permettre aux Etats africains d'adhérer à un processus de développement générateur de richesse et d'emplois, rappelant l'initiative du Président de la République, qui s'inscrit dans le même cadre, d'affecter un milliard de dollars au profit de l'Agence algérienne de coopération internationale en vue de financer des projets de développement dans ces Etats africains et tarir l'une des sources de ce phénomène. A tout cela s'ajoutent d'autres obstacles entravant le processus de développement, à l'instar des dettes qui s'accumulent et qui ne permettent pas à ces pays de trouver les financements relatifs à l'établissement de projets qui dissuaderaient ceux désirant émigrer clandestinement de risquer leur vie. A ce propos, M. Benabderrahmane a formé le vœu de voir les Etats partenaires suivre l'approche algérienne « opérationnelle » qui converge avec son homologue italienne en matière de soutien au développement. Quant à l'Algérie, qui est passée d'un pays de transit à un pays de sédentarisation pour les milliers de migrants clandestins, le Premier ministre a rappelé que le pays prend en charge cette problématique « avec ce que nous dicte notre humanité et notre devoir de solidarité envers les peuples africains qui pâtissent sur le plan sécuritaire et du développement ».

Y.B.

GEORGIA MELONI : «CETTE CONFÉRENCE OUVRE LA VOIE À UNE NOUVELLE COOPÉRATION FONDÉE SUR LE RESPECT ET LE DIALOGUE»

Lors de l'inauguration des travaux de ce forum, la Première ministre italienne, Georgia Meloni, a apprécié le niveau de représentation à cette conférence «qui ouvre la voie à une nouvelle voie de coopération multilatérale fondée sur le respect et le dialogue, afin d'aboutir à des résultats tangibles et satisfaisants pour tous», a-t-elle indiqué. Et d'ajouter que «ce dialogue, qui réunira les pays concernés par ce phénomène dans les deux sens, offrira de nombreuses opportunités de coopération et de coordination, afin d'unifier les efforts pour mettre fin aux drames humains engendrés par la migration irrégulière et les pertes économiques qui en découlent». À cet égard, elle a expliqué que «l'un des engagements les plus importants de son gouvernement réside dans le soutien au développement des pays africains qui sont une source d'immigrants irréguliers, ce qui représente une grande perte dans leurs ressources humaines, en particulier les jeunes femmes», un objectif qui peut être atteint à travers «la création de projets de développement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'énergie et des équipements de base, afin d'établir les bases de la stabilité dans ces pays», a-t-elle souligné. Cependant, «pour cela, il faut trouver l'argent nécessaire, ce qui est l'un des principaux objectifs de cette conférence internationale», a ajouté Mme Meloni. En marge de sa participation, en tant que représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale sur le développement et la migration tenue à Rome, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, s'est entretenu avec la présidente du Conseil des ministres italien, Georgia Meloni. Benabderrahmane a renouvelé la ferme détermination de l'Algérie à continuer à travailler avec l'Italie pour renforcer la coopération bilatérale et promouvoir les échanges économiques et les investissements entre les deux pays. Pour sa part, Mme Meloni a exprimé ses vifs remerciements au président de la République pour la participation et «la précieuse contribution» de l'Algérie à la conférence initiée par son pays, soulignant sa «satisfaction quant au niveau des relations bilatérales et son aspiration à poursuivre le travail conjoint entre les gouvernements des deux pays, en vue de développer le partenariat algéro-italien».

R.N.

AUTODAFÉ D'EXEMPLAIRES DU CORAN

L'AMBASSADRICE DU DANEMARK ET LE CHARGÉ D'AFFAIRES À L'AMBASSADE DE SUÈDE À ALGER CONVOQUÉS

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a convoqué, hier l'ambassadrice du Danemark et le Chargé d'Affaires à l'ambassade de Suède en Algérie, pour leur fait part de la protestation officielle de l'Algérie et sa ferme condamnation de la récurrence des incidents d'autodafé et de profanation d'exemplaires du Saint Coran, indique le ministère dans un communiqué. « Suite à la récurrence des incidents d'autodafé et de profanation du Saint Coran à Copenhague et à Stockholm, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a convoqué, hier, l'ambassadrice du Danemark et le Chargé d'affaires à l'ambassade de Suède en Algérie, afin de leur faire part de la protestation officielle de l'Algérie et de sa ferme condamnation de ces actes immoraux et inciviques qui visent tout ce qui est sacré pour les musulmans partout dans le monde », note la même source. Il a également été porté à la connaissance des diplomates que de tels actes « de par leur nature effroyable et abjecte, ne relèvent nullement de la liberté d'expression, comme le prétendent à tort ceux qui les défendent, les prônent et en tirent profit ». Dans le même contexte, le ministère a souligné qu »'il est inadmissible que la liberté d'expression serve de couvert pour protéger les auteurs de ces crimes odieux ». A cette occasion, le ministère a réaffirmé la demande de l'Algérie aux autorités des deux pays de « prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la récurrence de tels actes, honnis par toutes les religions monothéistes, les lois et les us internationaux ». Il a également été souligné que « ces actes répréhensibles, contraires aux valeurs de tolérance et de coexistence, sont de nature à raviver la haine et nourrir l'islamophobie », a conclu le communiqué.

R. N.

LES CONDOLÉANCES DU PREMIER MINISTRE

«C'est avec une profonde tristesse et une profonde affliction que j'ai appris la nouvelle de la mort tragique de nos citoyens, civils et membres de l'Armée Nationale Populaire, suite aux incendies de forêt ayant ravagé certaines wilayas du pays», écrit le Premier ministre Aïmene Benabderrahamne dans un communiqué. «Je ne puis en cette douloureuse circonstance que présenter mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion et de sympathie aux familles des victimes, priant le Tout-Puissant de gratifier les défunts de Sa Sainte Miséricorde et de les accueillir en Son Vaste Paradis, et aux blessés prompt rétablissement», ajoute le chef de l'exécutif dans son message.
R.N.

MISE EN PLACE DE CELLULES DE CRISE DANS LES WILAYAS IMPACTÉES

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a mis en place des cellules de crise en coordination avec les autorités locales des wilayas impactées par la dernière vague de feux de forêt, afin de suivre de près la situation, a indiqué hier un communiqué du ministère. «Suite à la vague de feux de forêt ayant touché plusieurs wilayas du pays, notamment Bouira, Bejaia et Jijel, une cellule de crise a été mise en place en coordination avec les autorités locales à l'effet de suivre de plus près la situation dans ces wilayas», précise le communiqué. «Des instructions ont été données à l'effet de mobiliser tous les moyens nécessaires pour une prise en charge optimale des familles impactées dans les wilayas touchées par la vague d'incendies, dont la mobilisation de tous les services des cellules de proximité de solidarité pour assurer une prise en charge psychomédicale au profit des personnes touchées et fournir des aides en urgence», ajoute la même source. Les services du ministère de la Solidarité nationale, poursuit la source, « restent mobilisés pour poursuivre les efforts en vue de prendre en charge les préoccupations des populations locales et fournir les aides nécessaires en coordination avec les acteurs de la société civile». **R. N.**

OUVERTURE D'ENQUÊTES PRÉLIMINAIRES POUR DÉTERMINER LES CAUSES ET IDENTIFIER LES AUTEURS

Le procureur général près la cour de Jijel a ordonné aux procureurs de la République près les tribunaux de Jijel et de Tahir, l'ouverture d'enquêtes préliminaires en vue d'identifier les causes des feux de forêt qui se sont déclarés et identifier les auteurs, a indiqué hier, un communiqué de cette instance judiciaire. « En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur général près la Cour de Jijel informe l'opinion publique qu'il a, suite au déclenchement de feux de forêt dans la wilaya, ordonné aux procureurs de la République près les tribunaux de Jijel et de Tahir, l'ouverture d'enquêtes préliminaires, en vue de déterminer les causes de ces incendies et identifier les auteurs », lit-on dans le communiqué. « Dans le cas où le caractère criminel et subversif est établi, les dossiers seront soumis à la Section antiterroriste et lutte contre le crime organisé du tribunal de Sidi M'Hamed », conclut le communiqué.
R. N.

POMPIERS ET MILITAIRES LUTTAIENT POUR ÉTEINDRE LE BRASIER

15 morts et plusieurs blessés dans des incendies dans le nord du pays

Des feux de forêt ont fait 34 morts, dont dix militaires, et plus de 194 blessés dans 16 wilayas du nord du pays, notamment à Bejaia, Brouira et Jijel, indique le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué publié hier.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué hier dans un communiqué que les incendies, qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas, ont fait « 34 morts et 194 blessés». Selon la même source, 1.500 personnes ont été par ailleurs évacuées dans la commune de Fenana (Béjaïa) et Zberber (Bouira). Le ministère de l'Intérieur fait état de la mobilisation de 7.500 sapeurs-pompiers, 350 engins et 12 appareils aériens pour lutter contre les feux de forêt dans six wilayas. À Béjaïa, la Protection civile a indiqué hier avoir recensé six foyers d'incendie encore en activité dans plusieurs régions de la wilaya : Aokas, Fenana, Amizour, Ait Smail, Akbou et Melbou. Ces feux de forêt qui surviennent dans un contexte de fortes chaleurs ont fait huit morts et plusieurs blessés à Béjaïa, selon Radio Soummam. Citant la direction locale de la santé, la Radio publique a communiqué un terrible bilan des incendies qui ravagent les forêts de cette wilaya depuis dimanche : huit morts et 56 blessés. Sept morts ont été constatés au CHU Khelil-Amrane de Béjaïa. Ils sont en majorité originaires de la commune de Toudja. La huitième personne a rendu l'âme à l'EPH Akloul-Ali d'Akbou, selon Radio Soummam. Les incendies qui se sont déclenchés tard dans la nuit dans les régions de Beni Ksila, Tighremt, Oued Dass, Tighzert, El Kseur, ont également touché plusieurs maisons, contraignant plusieurs familles à fuir vers les plages. Par ailleurs, dix militaires relevant d'un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) se trouvant à Beni K'sila, (Béjaïa) sont tombés en martyrs, et vingt-cinq autres ont été blessés lors de l'opération d'évacuation des personnels militaires en compagnie des habitants des mechtas suite aux incendies qui se sont déclarés à Béjaïa, a annoncé hier le ministère de la Défense nationale (MDN). «Suite aux incendies qui se sont déclarés à Béjaïa en 5e Région militaire, le 23 juillet 2023, notamment au niveau des communes d'El K'seur et Beni K'sila, où d'importants moyens humains et matériels ont été déployés dès les premières heures, avec l'engagement de deux (02) avions spécialisés dans la lutte contre les incendies ainsi que l'intervention des sapeurs-pompiers de la Protection civile et de détachements de l'Armée nationale populaire, et en raison de l'accroissement de la force des vents déplaçant les feux de manière aléatoire vers l'emplacement d'un détachement de l'Armée nationale populaire se trouvant à Beni K'sila, il a été procédé à l'évacuation des personnels militaires en compagnie des habitants des mechtas de cette localité dès la matinée de ce 24 juillet 2023 à 04h00», a indiqué le MDN dans un communiqué. Selon la même source, « lors de cette opération d'évacuation, et du fait de la propagation accélérée des flammes et des fumées, les personnels militaires en compagnie des habitants des mechtas limitrophes se sont retrouvés encerclés par les feux, où malheureusement dix (10) militaires relevant d'un détachement sis à Beni K'sila, sont tombés en martyrs, et vingt-cinq (25) autres ont subi des blessures, plus ou moins graves, immédiatement évacués vers les établissements hospitaliers les plus proches». «En ces douloureuses circonstances, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, adresse, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire, ses sincères condoléances aux familles et proches des Chouhada ainsi qu'à l'ensemble de l'institution militaire, priant Allah Le Tout-Puissant d'accorder aux défunts Chouhada Sa Sainte Miséricorde, de les accueillir en Son Vaste Paradis parmi les martyrs et les valeureux saints et d'octroyer à leurs proches tout le courage et la force en cette pénible épreuve, et souhaitant prompt rétablissement aux blessés», a ajouté le communiqué.

Y.B.

Le Président de la République présente ses condoléances aux familles des victimes

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, ce lundi, un message de condoléances aux familles des citoyens civils et militaires tombés en martyrs, suite aux feux de forêt enregistrés au niveau de certaines wilayas du pays.«C'est avec une grande affliction et un cœur résigné face à la volonté de Dieu Tout-Puissant, que j'ai appris la nouvelle tragique du décès de citoyens civils et membres de l'Armée nationale populaire (ANP), suite aux feux de forêt qui se sont déclarés dans certaines wilayas du pays», a écrit le Président de la République.

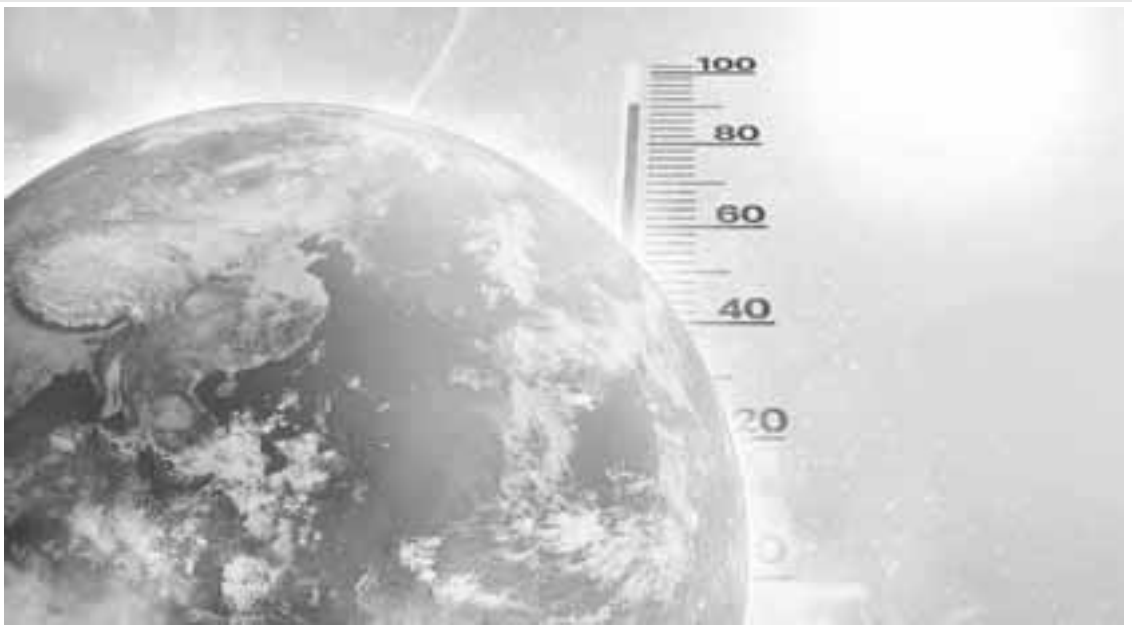
«Tout en partageant la tristesse et la douleur des familles des victimes et blessés, je prie Dieu Tout-Puissant d'accorder aux défunts Sa Sainte Miséricorde et de les accueillir en Son Vaste Paradis aux côtés de ceux qu'Il a comblés de Ses bienfaits, souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Puisse Dieu nous accorder à tous patience et réconfort», a ajouté le Président de la République dans son message de condoléances. «En cette douloureuse épreuve, je présente mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion aux familles des victimes, les assurant de la solidarité absolue de l'Etat… A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons».

Y.B.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Juillet pourrait être le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre !

Par rapport à l'ère pré-industrielle, le monde connaît un réchauffement proche de 1,2 °C en raison de l'activité humaine, essentiellement de l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz).



Depuis le début de l'été, la chaleur accable des dizaines de millions de personnes dans le monde. Juillet pourrait s'avérer le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre, selon des experts qui soulignent l'impact du réchauffement climatique. En Grèce, où les pompiers ont recensé 46 nouveaux incendies en 24 heures, le feu fait rage dimanche pour le sixième jour dans l'est de Rhodes, une île de 100.000 habitants très prisée des vacanciers britanniques, allemands ou français notamment, dans l'archipel du Dodécanèse. Les secours y ont mené samedi «la plus grande opération d'évacuation jamais effectuée» dans le pays, qui s'est poursuivie dans la nuit de samedi à dimanche. Quelque 30.000 personnes ont quitté leur logement, hôtel compris, dont 19.000 à titre préventif. 3.000 ont été évacuées par la mer. Au total, douze localités ont été abandonnées, dont Lindos, célèbre pour son Acropole perché sur une colline. Dans la nuit, les flammes ont atteint le village de Laerma et se sont étendues jusqu'aux villages côtiers de Kiotari et de Gennadi Lardos. Paul F., un Allemand de 23 ans, a raconté au quotidien Bild avoir été «sauvé du feu», avec son amie Lara, «au dernier moment» samedi. Après s'être assoupis à la plage, ils découvrent «la plage et la piscine (de l'hôtel) comme désertées». Ils se ruent vers l'hôtel, empaquettent leurs affaires, puis attendent des secours à la réception, où des serviettes mouillées pour se protéger de la fumée ont été distribuées. «Des braises voltigeaient autour de nos têtes et aucun secours n'était en vue. J'ai eu le sentiment d'être livré à moi-même, il faisait si chaud et la fumée était si dense déjà qu'on n'aurait pas pu tenir plus de dix minutes encore», explique-t-il. «Certains, pris de panique, ont (...) essayé de trouver des bateaux pour partir». Mais les bus finissent par arriver.

VOLS ANNULÉS

Le ministère grec des Affaires étrangères a ouvert une cellule de crise à Athènes pour faciliter le rapatriement des étrangers. Le numéro un mondial du tourisme TUI et la compagnie britannique JeT2 ont suspendu dimanche leurs vols touristiques à destination de Rhodes mais vont y acheminer leurs appareils à vide pour pouvoir évacuer les touristes présents sur l'île. Le voyagiste néerlandais Corendon a annoncé une interruption similaire, selon les médias locaux. Plusieurs jours sont encore nécessaires pour circonscrire l'incendie, selon les autorités, d'autant que le vent, qui l'attise, «devrait se renforcer entre la mi-journée et 17H00 (14H00 GMT)», ont averti les pompiers.

DES TEMPÉRATURES DÉPASSANT 44 °C SONT ATTENDUES CE DIMANCHE EN GRÈCE

«Nous allons probablement subir une vague de chaleur de 16 à 17 jours, ce qui n'est jamais arrivé auparavant dans notre pays», estimait samedi Kostas Lagouvardos, directeur de recherche à l'observatoire météorologique national. A la surface de la mer, le mercure était de 2 à 3°C au-dessus de la normale, ont annoncé samedi les services météorologiques.

PROGRESSION AUX ETATS-UNIS

La canicule continue sa progression aux Etats-Unis, où les services météorologiques (NWS) ont prévu des températures de 41 degrés ou plusce week-end, affectant environ 80 millions de personnes. Le thermomètre pourrait monter à plus de 46°C à Phoenix en Arizona (sud-ouest), qui subit actuellement sa plus longue vague de chaleur jamais enregistrée : vendredi, plus de 43°C pour le 22e jour d'affilée. A 500 kilomètres de là, en Californie, la Vallée de la Mort et ses températures les plus élevées de la planète attirent les touristes, ces derniers voulant se prendre en photo aux côtés d'un écran affichant un mercure toujours au plus haut. Certains attendent que le record absolu sur Terre – 56,6°C enregistrés à cet endroit en 1913 -, contesté par certains experts, soit battu. Un homme de 71 ans y est mort en début de semaine et les gardes du parc national de la Vallée de la Mort soupçonnent que «la chaleur a joué un rôle» dans son décès, ce qui en ferait le second de l'année dans ces circonstances. Au Canada, théâtre d'inondations records en raison de pluies torrentielles, quatre personnes, dont deux enfants, ont été portées disparues dans la province orientale de Nouvelle-Ecosse, selon la police. Le mois de juillet le plus chaud sur Terre est en passe d'être enregistré, non seulement depuis qu'il y a des mesures, mais aussi depuis des «centaines, si ce n'est des milliers d'années», selon le climatologue en chef de la Nasa, Gavin Schmidt. Cela n'est pas seulement dû à El Niño, le phénomène climatique cyclique qui prend sa source dans l'océan Pacifique et entraîne une augmentation des températures mondiales, a-t-il précisé. Pour ce spécialiste, les températures extrêmes vont persister car «nous continuons d'émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère». Par rapport à l'ère préindustrielle, le monde connaît un réchauffement proche de 1,2°C en raison de l'activité humaine, essentiellement de l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz).

Y.B. et AFP

HAUTE AUTORITÉ DE TRANSPARENCE, DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La formation est d'une importance cruciale

La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption organise, depuis hier, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), «un atelier de formation» sur l'application de l'indice d'efficience «probité» inspiré du modèle sud-coréen de l'évaluation des efforts de lutte contre la corruption au sein du secteur public, indique un communiqué de l'Autorité. Dans ce cadre, la Haute autorité a invité certains secteurs ministériels et établissements public sous tutelle, qui ont affiché leur intérêt à travailler avec cet indicateur durant l'année 2023-2024 comme première expérience, à participer à cet atelier, scindé en deux groupes, a précisé le communiqué. Le premier groupe inclut les administrations centrales des secteurs ministériels, à savoir: le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministère de la Justice, le ministère des Finances, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère de la Poste et des Télécommunications, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le ministère de la Culture et des Arts. Le deuxième groupe sera composé des établissements public sous tutelle, à savoir: la Direction générale des Impôts, la Direction générale de la Protection civile, la Direction générale des Douanes, la Direction générale des Domaines de l'Etat, la Direction générale des Forêts et l'Office national des examens et concours. Selon la même source, la matrice de l'indice de l'efficience «probité» est constituée de 03 catégories, 08 critères, 18 indicateurs et 58 critères d'évaluation, répartis sur des principes fondamentaux, dont la consolidation de l'intégrité, de la transparence et de la reddition de comptes dans le secteur public, d'autant que cet indice fournit «des orientations claires pour les entreprises publiques ciblées autour des mesures prioritaires en matière de prévention et de lutte contre la corruption, appuyés d'indices clairs et de système de notation, dans l'objectif de restructurer les secteurs ministériels et les entreprises publiques durant l'année 2023/2024». Selon le communiqué,» l'opération de mise en œuvre de l'indice auprès des établissements ciblés débutera en septembre 2023 et visera à concrétiser les mesures inscrites à la matrice jusqu'à juin 2024, où les secteurs et les entreprises concernés sont évalués selon la méthodologie adoptée, de même que pour la restructuration des entreprises selon les notes accordées, tout en assurant la diffusion par la haute autorité du rapport en septembre 2024".

R.N.

La DGSN lance une version anglaise de son site électronique

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé une version anglaise de son site électronique, et ce à l'occasion de la célébration du 61e anniversaire de la création de la police algérienne, a indique un communiqué des mêmes services.

«A l'occasion de la célébration du 61e anniversaire de la création de la police algérienne (22 juillet), la DGSN a lancé la version anglaise de son site électronique: www.algeriepolice.dz , qui s'ajoute aux deux versions disponibles en arabe et en français», a précisé la même source, soulignant que cela permettra «une plus grande ouverture sur un public plus large, toutes catégories confondues, et de renforcer l'interaction et la communication». «La DGSN rappelle à tous les utilisateurs d'internet les liens des plateformes numériques de communication disponibles 24h/24h: Facebook: www.facebook.com/algeriepolice.dz
Twitter: www.twitter.com/algeriepolicedz ,
Instagram: www.instagram.com/algeriepolice ,
la chaîne Youtube de la police algérienne: https://www.youtube.com et le site électronique: www.algeriepolice.dz , et ce pour les consulter et interagir afin de mieux connaître les activités de ses services.

R.N.

ELLE TENTE DE SE METTRE EN PHASE AVEC L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

La Bourse d'Alger doit s'adapter à un nouveau cadre juridique

La Bourse d'Alger est appelée à s'inscrire dans une nouvelle vision sous-tendue par une nouvelle législation. Cela nécessite une mise à jour et une harmonisation des textes réglementaires en vue de les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connaît l'économie nationale depuis trois ans, ainsi qu'au plan d'action du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et ses sources de financement.

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a lancé une consultation en vue de l'élaboration d'un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières. Ce nouveau texte réglementaire qui viendra "en remplacement du Règlement 97-03 du 18 novembre 1997 existant", s'inscrit dans le cadre de "la nouvelle vision de la Commission qui vise à mettre à jour et à harmoniser les textes réglementaires relevant de sa compétence pour les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connait l'économie nationale depuis trois ans, ainsi qu'au plan d'action du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et ses sources de financement. Cette consultation réunit les acteurs

de la place financière d'Alger, à savoir la Société de gestion de la Bourse (SGBV), le dépositaire central des titres, les intermédiaires en opérations de bourse, les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de capital risque, est-il expliqué dans le document. Dans ce cadre, une séance de travail a eu lieu au siège de la SGBV le 25 juin dernier, entre les cadres des deux institutions visant à définir les contours du nouveau règlement général de la bourse. Une deuxième séance de travail s'est tenue au siège de la COSOB le 03 juillet courant, réunissant les cadres de la commission et les représentants de la société de gestion de la Bourse, dépositaire central des titres et des intermédiaires en opérations bouse. Cette réunion a eu pour objet d'étudier les propositions soumises par les partenaires pour aboutir à un document complet et efficace. La COSOB œuvre par cette initiative afin d'"avoir un nouveau texte qui correspond aux pratiques et normes internationales en la matière" La Commission note que d'autres réunions, toujours dans le même contexte, se tiendront à l'avenir.

Y.S.

Développement des programmes de certification de produits : Algerac lance une initiative

L'Organisme algérien d'accréditation (Algerac) annonce dans un communiqué, le lancement d'une initiative «stratégique» visant à développer des programmes de certification de produits, adaptés au besoin national. «Conscient de la constante évolution du cadre réglementaire régissant le marché mondial et de la nécessité aujourd'hui pour les opérateurs exportateurs de s'adapter au contexte légal imposé par chaque pays, Algerac lance une initiative stratégique visant à développer des programmes de certification de produits adaptés au besoin national», est-il indiqué dans le communiqué. «Cette certification contribuera en faveur de l'insertion de l'Algérie dans son environnement mondial pour accroître ainsi ses opérateurs économiques du pays mais aussi de veiller à garantir la qualité des produits mis en circulation et à assurer la sécurité et la santé du consommateur», ajoute Algerac. En outre, elle constitue un outil politique régulateur de marché attestant que le produit est conforme à un ensemble de spécifications techniques contenues dans la norme internationale ISO/CEI 17065 (évaluation de la conformité - exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services. A cet effet, une réunion de sensibilisation a été organisée le 18 juillet courant au niveau d'Algerac au cours de laquelle un dialogue a été engagé avec plusieurs représentants d'organismes certificateurs et opérateurs économiques pour présenter les enjeux et procédures de la certification et recueillir les difficultés auxquels font face les exportateurs. Il a été question également de tracer la voie à suivre qui permettra de développer les différents programmes de certification selon les produits à adopter, de réfléchir sur les différents soutiens financiers pouvant être mis au profit des organismes certificateurs et de sensibiliser les parties prenantes devant être impliquées dans ce projet. La sélection de produits à certifier sera déterminée en tenant compte essentiellement du potentiel de production que possède le pays, de la qualité du produit mais également du potentiel existant de la demande du marché local et extérieur, explique le communiqué. Une feuille de route a ainsi été retenue dans laquelle un plan d'action a été élaboré visant à mettre en place et développer l'ensemble des mécanismes et des critères menant à l'accréditation des organismes certificateurs pour qu'ils puissent ainsi délivrer au profit des producteurs et exportateurs une attestation officielle de conformité reconnue à l'échelle internationale, précise la même source.

Y.S.

Pétrole : le Brent à plus de 81 dollars

Les prix du pétrole montaient encore hier, la référence américaine atteignant même un plus haut depuis fin avril, même si l'élan du marché de l'or noir s'essoufflait avant la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux conséquences importantes pour l'économie mondiale. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,81% à 81,73 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois gagnait 0,86% à 77,73 dollars après être monté à 77,84 dollars, un sommet en trois mois. Galvanisés depuis fin juin par des annonces de baisses volontaires de l'offre de deux des trois plus grands producteurs mondiaux, l'Arabie saoudite et la Russie, les prix du brut ont enregistré la semaine dernière une quatrième semaine consécutive de hausse. De mauvaises nouvelles sur le PIB chinois la semaine dernière n'ont que temporairement pesé sur les cours car « les investisseurs se concentrent sur les mesures de soutien à l'économie que Pékin pourrait déployer », commentent des analystes. La faiblesse de l'économie chinoise, dont le redémarrage déçoit après les longs confinements liés à la Covid-19, explique pourquoi les prix du pétrole restent en baisse depuis le début de l'année malgré le rebond des dernières semaines. Mais les acteurs du marché pétrolier se détournent lundi matin de la Chine ou de l'Arabie saoudite pour se focaliser sur la Fed, et dans une moindre mesure sur la Banque centrale européenne (BCE), qui publieront respectivement leurs décisions de politique monétaire mercredi et jeudi. Des hausses des taux sont attendues de la BCE comme de la Fed, mais elles pourraient également signaler que la fin de leur cycle de hausse des taux approche, notent des analystes. « Dans ce cas-là, l'optimisme sur l'économie devrait augmenter et entraîner une révision à la hausse des perspectives de la demande de pétrole, ce qui devrait faire augmenter les prix du baril », ajoutent-ils.

R.E.

Textile et cuir : le cluster national officiellement lancé

La Fédération nationale de l'habillement, du textile et du cuir (FNHTC) a procédé, dimanche dernier, au lancement officiel du cluster national du textile et cuir, en marge de la 4e et dernière journée de la 2e édition du Salon national du textile, ouvert jeudi dernier au Palais des expositions de la Safex à Alger.

Pas moins de 31 entreprises spécialisées dans les différents métiers du textile et de la transformation du cuir ont déjà adhéré au cluster national devant rassembler les opérateurs évoluant dans cette branche industrielle. Lors d'une conférence de presse animée en marge du salon, le président de la FNHTC, Belhadj Tebbakh, a fait savoir que ce cluster a été initialement lancé le 31 janvier dernier à l'occasion de la tenue des assises nationales du secteur textile et cuir, mais que l'adhésion effective des entreprises n'a été rendue possible qu'à l'occasion de la tenue de cette 2e édition du salon. Il s'agit, selon lui, d'une structure qui «regroupe l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur», avec pour objectif de «protéger nos entreprises et défendre leurs intérêts». L'idée de créer un cluster textile et cuir remonte, faut-il rappeler, à la tenue en janvier dernier des assises nationales sur la réalité et les perspectives de développement des industries manufacturières du cuir et du textile en Algérie, à l'initiative du ministère de l'Industrie. Un mémorandum d'entente a été alors signé pour la création d'un cluster national regroupant les entreprises spécialisées dans les industries textiles et de transformation des cuirs.

R.E.

FORUM DE BATNA

Plaidoyer pour une société civile forte

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions organisées dans les wilayas du pays avant la tenue de la rencontre nationale prévue en novembre prochain. L'objectif est la participation de la société civile au développement du pays et consacrer la démocratie participative.

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham, a plaidé, dimanche à Batna, pour une société civile forte, apte à gagner le pari du développement dans le pays.M. Benbraham qui présidait, à la maison de la Culture Mohamed-Laïd Al Khalifa, l'ouverture du forum de la société civile pour le dialogue, la citoyenneté et le développement local, a salué "les initiatives menées par la société civile aux niveaux local et national", et évoqué, pour l'exemple, "la grande dynamique du volontariat observée pendant le mois sacré de Ramadhan".Le président de l'ONSC a appelé les membres du mouvement associatif présents dans la salle à veiller à "présenter une image honorable et brillante, attractive pour les jeunes volontaires", et souligné que les "compétences et les élites doivent être dignes de figurer dans les rangs d'une société civile fiable sur laquelle reposent beaucoup d'espoirs pour le développement du pays".Après avoir évoqué "les progrès réalisés par la société civile en Algérie", il a fait part de sa "certitude" que la société civile algérienne "saura, de par son engagement et ses actions, prendre des mesures fortes et bénéfiques pour le pays grâce à une nouvelle perception qui lui permettra de passer d'une société civile consommatrice de modèles obsolètes à une société civile consciente et capable de gérer des projets".Le président de l'Observatoire national de la société civile a invité les participants à "renforcer les initiatives, à unifier les visions, à intensifier les efforts et à montrer plus de volonté et d'harmonie pour coopérer avec les institutions officielles de l'Etat de sorte à participer activement au développement local".M. Benbraham a également rappelé que le forum de Batna s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions organisées par l'Observatoire national de la société civile, en incluant toutes les wilayas du pays, avant d'être ponctuées, novembre prochain, par une rencontre nationale.

R.R.

FEUX DE FORÊT :
PLACE DE LA CONCORDE
À BEN AKNOUN

LE DISPOSITIF DE PRÉVENTION ÉVALUÉ

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a souligné, mercredi à Alger, la nécessité de maintenir le même niveau de vigilance et de mobilisation au niveau national, en vue de prévenir les feux de forêt. Lors d'une visite sur le terrain dans la wilaya d'Alger, M. Merad s'est enquis à la Place de la Concorde civile à Ben Aknoun (circonscription administrative de Bouzaréah), du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt. Il a insisté sur "l'impératif de maintenir le même niveau de vigilance et de mobilisation, à travers toutes les wilayas du pays" en vue de prévenir les feux de forêt, appelant les citoyens à "concourir aux efforts de prévention, d'autant que le facteur humain est à l'origine de la plupart des incendies enregistrés". "En dépit des températures records enregistrées, les incendies qui se sont déclarés à travers différentes régions du pays (forêts, récoltes et oasis), ont été tous efficacement maîtrisés sans pertes humaines à déplorer", a-t-il rassuré. Le mérite revient, poursuit le ministre, "aux mesures proactives prises par les pouvoirs publics et aux interventions de qualité des services de la Protection civile, appuyés par les moyens mobilisés, notamment aériens". Dans la circonscription administrative de Bab el Oued, M. Merad a inauguré un théâtre pour amateurs dans la commune de Bologhine. Il a également écouté dans la commune de Bab el Oued un exposé sur le réaménagement des vieilles bâtisses dans la wilaya d'Alger, y compris la façade donnant sur le jardin Ferhani. A cette occasion, le ministre de l'Intérieur a indiqué que "l'accélération de la cadence des opérations de réhabilitation du vieux bâti contribuera à donner à la capitale une façade qui lui sied. Cela permettra aussi de mettre en valeur le patrimoine civilisationnel et architectural de cette ville".

APS

Reprise des travaux

Le secrétaire général du ministère des Travaux publics et des infrastructures de base, Ali Boulerbah, a annoncé jeudi à Jijel la reprise du projet de réalisation de la pénétrante autoroutière entre le port de Djendjen (Jijel) et El Eulma (Sétif) sur une distance de 110 km.

M. Derbal a indiqué, dans une déclaration aux médias, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Jijel, qu'il a été mandaté par le ministre du secteur pour annoncer qu'après la levée de tous les obstacles qui entravaient le rythme des travaux, ceux-ci ont repris au niveau des wilayas de Jijel, Mila et Sétif.Au regard de l'importance économique et sociale de ce projet, l'Algérienne des autoroutes (ADA), maître d'ouvrage délégué, a reçu des instructions à l'effet d'exiger du groupement d'entreprises algéro-turco-italien, en charge du projet, de respecter le délai contractuel de 36 mois en recourant à au système de travail continu, en 3 x 8, tout en veillant au respect des normes techniques et de qualité, a souligné le même responsable. Selon les explications fournies au secrétaire général du ministère des Travaux publics et des infrastructures de base, au niveau de la section traversant la wilaya de Jijel sur 110 km, ce tronçon du projet comprend 6 bretelles, 17 ouvrages d'art (entre ponts et tunnels) et 23 opérations liées à la libération du tracé.

Il a été précisé, à ce propos, que les expropriations pour utilité publique sont achevées à 100 pour cent, 1.870 personnes concernées par les indemnisations ayant été décomptées. S'agissant du déplacement et du transfert des différents réseaux, une enveloppe financière estimée à 815 millions de dinars a été allouée pour le transfèrement des conduites de gaz (haute et de basse pression), d'eau potable, d'assainissement, d'irrigation et de fibre optique. Pour rappel, les travaux de réalisation de cette pénétrante ont débuté en 2014 sur une distance totale de 110 km. Le taux d'avancement y est actuellement de 45 pour cent pour ce qui concerne la libération et la préparation du couloir (tracé), de 42 p.c. pour les tunnels et de 49 p.c. pour les ouvrages d'art, selon les explications fournies.

APS

ACCIDENT DE LA ROUTE À TAMANRASSET:

Prise en charge des blessés à l'hôpital des Grands Brûlés de Zéralda

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, s'est enquis, vendredi à l'hôpital des Grands Brûlés de Zéralda (Alger), de l'état de santé des blessés du tragique accident de la circulation, survenu mercredi matin à Tamanrasset, faisant 34 morts.

Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, six blessés parmi les victimes de cet accident ont été transférés à l'hôpital des Grands brulés d'Alger, a assuré le ministre dans une déclaration à la presse, indiquant que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour leur assurer une meilleure prise en charge". M. Saihi a fait état de "cas complexes suite à des brûlures graves ayant nécessité leur transfert vers l'hôpital des Grands brûlés à Alger, doté du matériel nécessaire et du staff médical qui veillera à leur prise en charge".

A noter que l'accident s'est produit mercredi matin sur la route nationale (RN 1), suite à une collision suivie d'un incendie entre un véhicule utilitaire et un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Adrar/Tamanrasset, faisant 34 morts et 14 blessés.Une cellule de crise a été mise sur pied, en coordination avec les autorités locales, afin de suivre la situation, laquelle a donné des instructions aux cellules de solidarité de proximité pour la prise en charge psychologique des blessés et de leurs proches. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, KaouterKrikou s'était rendu, le jour de l'accident, en compagnie du ministre de la Santé, AbdelhakSaihi, à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mesbah-Baghdad de Tamanrasset, pour s'enquérir de l'état de santé des blessés. Les deux ministres avaient présenté les condoléances du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux familles des victimes de l'accident.

APS

LA DÉDOLLARISAT

DE PLUS EN PLUS DE PAYS CHERCHENT À S

L'hégémonie du dollar dans l'économie mondiale est challengée par les pays émergents qui souhaitent moins dépendre du billet vert et de ses contraintes. Les BRICS cherchent à s'éloigner davantage du dollar américain dans le commerce bilatéral.

Le dollar est de loin la devise la plus utilisée dans le monde, mais son hégémonie commence à être remise en cause. Les experts parlent désormais de dédollarisation. Le monde est-il en train de s'affranchir du billet vert, la monnaie la plus utilisée depuis des décennies au niveau international. Une question posée par de nombreux experts et médias. Le dollar risquerait de perdre de la valeur, avant d'être supplanté, un jour, par une ou plusieurs autres devises. Pour commencer, pourquoi le dollar est-il si dominant? La monnaie américaine est acceptée partout et elle est disponible en abondance; on peut s'en procurer dans n'importe quelle région du monde. C'est aussi une valeur refuge, car elle est liée à la première puissance militaire et économique du monde. Jusqu'en 1914, seule la livre sterling servait de monnaie internationale et de réserve de change. Mais la Première Guerre mondiale, couplée avec la montée en puissance des États-Unis, a rendu dès 1920 le dollar américain incontournable sur la scène économique mondiale.

ENTRE HÉGÉMONIE ET DÉCADENCE

Une hégémonie renforcée par les accords de Bretton Woods, signés par 44 pays en 1944, qui organisent le système monétaire autour du billet vert. Depuis, le billet vert est la monnaie la plus utilisée dans les échanges internationaux et la finance. Le commerce du pétrole est ainsi largement payé dans en dollars, même si aucune des parties prenantes n'est liée aux Etats-Unis. Près de la moitié des crédits internationaux, qui sont utilisés par des entreprises ou des particuliers, sont libellés en dollars. Sur le plus grand marché financier du monde, celui des changes, le billet vert a joué un rôle dans 88% des transactions en 2022, selon la Banque des règlements internationaux. Par ailleurs, les banques centrales détiennent toujours la majorité de leurs réserves en billets verts. Cette confiance dans le billet vert explique aussi la facilité du gouvernement américain à s'endetter, quitte à s'approcher régulièrement du plafond de la dette, comme c'est à nouveau le cas en ce printemps 2023. La perspective d'un accord au niveau du Congrès américain pour éviter un défaut de paiement des Etats-Unis a soutenu ces derniers jours le dollar, qui a atteint le 31 mai dernier, un sommet depuis plus de deux mois face à l'euro. Plusieurs indicateurs permettent de savoir si le dollar perd en influence ou non. Parmi eux : la part de billets verts détenue dans les réserves des banques centrales. À ce jour, 60 % des réserves de change des banques centrales sont en dollars. Au début des années 1970, ce chiffre tournait autour de 70 %. "Beaucoup de dettes souveraines sont émises et doivent être remboursées en dollars, ce qui explique que les banques centrales en possèdent beaucoup", commente William Gerlach, regional director France et Royaume-Uni chez iBanFirst. Nombreux sont les États concernés et rares sont ceux qui parviennent à s'émanciper. "Certains pays détiennent leur dette, et donc l'émettent dans leur propre monnaie, c'est le cas notamment du Japon. Cela leur permet d'acquérir une stabilité commerciale et monétaire maîtrisée faisant de leur devise une valeur refuge. Cependant, ces exemples sont peu nombreux", précise William Gerlach. Le dollar fait sans aucun doute aussi figure de valeur refuge vers laquelle se dirigent les investisseurs lors des crises et autres bouleversements de marchés. Mais la roue commence à tourner. "En 2022, les banques centrales ont diversifié leurs avoirs pour se protéger contre l'inflation", note William Gerlach. Les achats d'or ont plus que doublé pour atteindre 1 135,7 tonnes, un volume record qui n'avait pas été battu depuis 1967. L'or a l'avantage de pouvoir être stocké dans les pays eux-mêmes ou dans des territoires amis stables pour les pays émergents. C'est-à-dire hors de portée de Washington.

La diversification des avoirs a mécaniquement pesé à la baisse sur la vitalité du dollar. Par ailleurs, la monnaie américaine reste aussi la devise des échanges pétroliers et les Américains demeurent les plus gros producteurs mondiaux d'or noir. "En tout, 85 % des transactions pétrolières sont effectuées en dollars ainsi que 88 % des transactions internationales", rappelle William Gerlach. Ses atouts ? Le dollar est une monnaie liquide, facilement convertible, par rapport au renminbi par exemple. "Un écosystème financier bien ancré, centré sur le dollar et le système historique d'alliances géopolitiques des États-Unis, créent de puissants effets de réseau et permettent au dollar de remplir tous les critères souhaités en termes de profondeur de marché et d'acceptabilité pour remplir le rôle de moyen d'échange, de fournisseur de liquidités et de réserve de valeur au niveau international", analyse Aninda Mitra, responsable de la stratégie macro et d'investissement pour l'Asie chez BNY Mellon IM. La diversification des avoirs des banques centrales a mécaniquement pesé à la baisse sur la vitalité du dollar

LE DOLLAR, UNE ARME POLITIQUE

Seulement les Etats-Unis ont bien compris que l'omniprésence de leur monnaie leur confère un pouvoir fondamental: celui d'imposer des sanctions aux entreprises et aux pays qui l'utilisent.

C'est le cas depuis le début du conflit russo-ukrainien, Washington a décrété des sanctions contre la Russie, ses alliés et ses oligarques. Le dollar est devenu une arme politique. Une entreprise sous sanctions américaines se trouve extrêmement pénalisée dans ses échanges avec l'étranger. Aucune banque n'acceptera de paiement en dollar pour elle. Et pour une banque, justement, se voir priver de dollars équivaut à un arrêt de mort. Mais l'utilisation politique des sanctions liées au dollar provoque un retour de bâton. Des entreprises et

des pays cherchan
dépendance enver
qui pourrait provo
sa valeur. A la suit
ukrainien, les pay
coupé la Russie du
international. Ils o
milliards de dollar
nant à sa banque c
déposés auprès de
tions de la planète.
d'or n'ont pas été
sont stockées en
des sanctions am
des pays qui ne so
l'Occident ont été
d'or l ' an dernie
acquis 62 tonnes
décembre 2022 et
nant plus de 2000
a ajouté 148 tonne
atteignait 542 ton
pays d'Asie et du
également été très

DE NOMBREUX CHERCHENT À LEUR DÉPEND VIS DU DOLLA

Malgré le rôle do
américaine, de no
chent à réduire leu
à-vis du dollar. En
pays mettant en œu
pour se dédollar
croître : Russie, In
sil, Arabie Saoudite
Tous n'ont pas enta
sation complète,
moins engagés dan
tion sectorielle, pa
échanges de matièr
Selon les experts,
devrait se poursuiv
à venir, reflétant en
ce et la sophisti
croissante dans le
Il faut savoir que la
important dans
dédollarisation. En
lancé le premier co
yuan.

L'an dernier, le W
révélait que l'emp
l'Arabie saoudite é
bilité de payer en y
dien, lequel repré
importations chin
une volonté politiq
sa monnaie soit plu
– comme le dolla
décennies. Cela faci
commerciaux du pa
pays exportateur
devrait accroître sa
tionale. Selon de n
teurs, « un nombre
émergents – en pa
continueront à pr
tion de leur prop
règlement de leur
merciaux.

Les évolutions géop
lioration des systè
jouent un rôle de p
tant à cet égard".
aussi régler ses ac
renminbi et encou
émergents à rejoin
Le pays du prés
ailleurs monté u
monétaire avec l'
permettrait aux deu
en se passant du do
lité de l'économie a
un frein majeur.

En effet, pour que
échanger dans une

TION S'ACCÉLÈRE

S'AFFRANCHIR DE LA DEVISE AMÉRICAINE

nt à diminuer leur
s le billet vert, ce
quer une baisse de
te du conflit russo-
s occidentaux ont
système financier
nt gelé près de 300
s d'avoirs apparte-
entrale, qui étaient
différentes institu-
. Mais ses réserves
touchées, car elles
Russie. La crainte
éricaines fait que
nt pas alignés avec
de gros acheteurs
er. La Chine en a
entre novembre et
en détient mainte-
tonnes. La Turquie
es à son stock, qui
nes en 2022. Des
Moyen-Orient ont
actifs l'an dernier.

X PAYS
RÉDUIRE
DANCE VIS-À-
R

minance la devise
mbreux pays cher-
ur dépendance vis-
effet, la liste des
uvre des initiatives
iser ne cesse de
de, Argentine, Bré-
e, Egypte, Iran, etc.
amé une dédollari-
mais ce sont au
ns une dédollarisa-
r exemple pour les
res premières.
la dédollarisation
vre dans les années
partie la croissan-
cation financière
reste du monde.
Chine joue un rôle
le processus de
2018, la Chine a
ontrat pétrolier en

Wall Street Journal
pire du Milieu et
tudiaient la possi-
uan l'or noir saou-
ésente 25 % des
oises. C'est aussi
ue: Pékin veut que
s internationalisée
r l'est depuis des
ilitera les échanges
ays, déjà le premier
du monde, et
a présence interna-
nombreux observa-
e croissant de pays
rticulier la Chine –
omouvoir l'utilisa-
re devise pour le
rs échanges com-

politiques et l'amé-
èmes de paiement
lus en plus impor-
Le Brésil souhaite
hats à la Chine en
rage d'autres pays
dre cette initiative.
ident Lula a par
n projet d'union
Argentine, ce qui
ux pays d'échanger
llar. Mais l'instabi-
argentine constitue

des pays puissent
e monnaie commu-

ne, plusieurs ingrédients sont nécessaires, en particulier des dynamiques économiques similaires et des institutions fortes. L'exemple de l'Union européenne montre les difficultés et le temps nécessaire à concrétiser de telles ambitions. La devise européenne est dominante sur le Vieux-Continent, mais pas sur le reste de la planète.

CONSÉQUENCES DES SANCTIONS AMÉRICAINES

Si la concurrence sino-américaine ne date pas d'aujourd'hui, les États-Unis ont eux-mêmes accéléré cette dédollarisation en multipliant les sanctions contre les territoires dont ils ne valident pas la politique. En 2020, 21 pays tombaient sous le coup de sanctions américaines. En représailles au conflit russo-ukrainien , les pays occidentaux ont gelé 300 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale russe. En utilisant l'arme puissante du dollar pour peser sur la géopolitique mondiale, les Américains ont provoqué des réactions de défense. La Russie utilise de plus en plus le rouble et le yuan dans ses échanges internationaux. Et elle n'est pas la seule. En utilisant l'arme puissante du dollar pour peser sur la géopolitique mondiale, les Américains ont entraîné des réactions de défense.

Sous le coup de sanctions américaines, l'Iran et le Venezuela ont conclu en 2022 un accord de coopération politique et économique sur vingt ans et le pays de Maduro n'hésite pas à régler en or ses achats de nourriture afin de contourner le couperet américain. "Les pays visés par les sanctions américaines, ainsi que ceux qui risquent de l'être, ont acheté beaucoup plus d'or que les autres pays au cours des quinze dernières années", écrit Daniel McDowell, professeur à l'université de Syracuse dans Le Grand Continent.

IMPACT DE LA DÉDOLLARISATION

Selon les économistes, « la diminution de l'utilisation du dollar américain réduira l'impact de la politique monétaire américaine sur l'économie mondiale. Les États-Unis pourraient alors avoir moins de contrôle sur les taux d'intérêt, l'inflation et la croissance économique mondiale, car les importations deviendraient plus chères ». Cette perte de valeur du dollar américain pourrait également entraîner une baisse de la demande pour les produits et services américains, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur leur balance commerciale. Comme le déficit commercial américain est en grande partie financé par les investissements étrangers en dollars américains, les Etats-Unis pourraient avoir plus de difficultés à financer leur dette et la diminution de la demande du dollar pourrait entraîner une augmentation des taux d'intérêt.

QUE DEVIENDRAIENT LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS ?

La dédollarisation du système monétaire mondial aura sûrement des conséquences significatives sur les institutions de Bretton Woods, à savoir le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces institutions ont joué un rôle central dans le système monétaire international, en favorisant l'utilisation du dollar américain comme monnaie de réserve mondiale et en soutenant la stabilité financière mondiale. Cependant, la dédollarisation pourrait affaiblir le rôle du dollar et mettre en danger le statut de monnaie de réserve mondiale qu'il détient actuellement. Cela pourrait également réduire l'influence des États-Unis sur la scène internationale et remettre en question leur domination économique. Ce ne serait pas la première fois que le dollar subirait un choc majeur.

En 1971, le président américain Richard Nixon décide de suspendre la convertibilité du dollar en or, ce qui mettra fin au système monétaire international basé sur l'étalon-dollar, ce qui avait conduit à une dévaluation de la monnaie américaine. En conséquence, de nombreux pays commençaient à utiliser le dollar américain comme réserve de change plutôt que leur propre monnaie.

Dans les années 1990, il y a eu l'adoption informelle du dollar américain comme monnaie dans certains pays en développement, en particulier en Amérique latine et en Afrique centrale. Ces pays qui souffraient d'inflation élevée et de monnaies nationales instables ont commencé à utiliser le dollar américain pour stabiliser leur économie et attirer les investissements étrangers.

De plus, la dédollarisation pourrait également entraîner une redistribution du pouvoir économique et financier à travers le monde, avec l'émergence de nouvelles puissances monétaires et économiques telles que la Chine. Cela pourrait mettre en danger la position dominante des institutions de Bretton Woods et les obligerait à faire face à une concurrence accrue de la part d'autres acteurs sur la scène internationale. Ces institutions de Bretton Woods devront effectivement s'adapter à un environnement changeant et potentiellement concurrentiel. Il est important de noter que ces institutions ont déjà commencé à explorer de nouveaux modèles de financement et de gouvernance afin de faire face à ces défis, mais il reste encore beaucoup à faire pour garantir leur pertinence à long terme dans le système monétaire international en évolution.

QUELS SONT LES AVANTAGES DE LA DÉDOLLARISATION POUR LES BRICS ?

La dédollarisation pourrait offrir plusieurs avantages pour les BRICS, en particulier pour la Chine, la Russie et l'Inde. Les BRICS sont de grands exportateurs de matières premières, telles que le pétrole, le gaz et les métaux, et ils ont souvent été touchés par les fluctuations du dollar américain.

La dédollarisation pourrait réduire leur dépendance au dollar et leur permettre de commercer en utilisant d'autres devises, ce qui réduirait leur risque de change. Elle pourrait renforcer la souveraineté financière des BRICS en réduisant leur dépendance au système financier occidental.

Les BRICS pourraient ainsi être mieux en mesure de contrôler leur propre politique économique et financière. Ils pourraient accéder à des marchés financiers alternatifs en développant des devises régionales, telles que le Yuan pour la Chine et le rouble pour la Russie. Cela leur permettrait de lever des fonds en dehors du système financier occidental et de diversifier leur source de financement. De quoi créer de nouvelles puissances monétaires, telles que la Chine et la Russie, qui pourraient avoir une influence plus grande sur la scène mondiale.

La création d'une monnaie par les BRICS a été discutée à plusieurs reprises ces dernières années. Les BRICS qui ont exprimé leur mécontentement envers le dollar américain comme monnaie de réserve internationale, considèrent que cela donne trop de pouvoir aux États-Unis et que cela peut causer des problèmes pour leur propre économie, particulièrement par rapport aux sanctions imposées par l'occident en cas de divergences. Par conséquent, une monnaie commune pour les BRICS apparait comme alternative, en dépit des défis majeurs.

Les BRICS ont effectivement l'intention de créer une monnaie arrimée principalement sur l'or. Les réserves d'or combinées des BRICS ne seraient pas suffisantes garantir la disponibilité et la stabilité de la valeur de la nouvelle monnaie à grande échelle. La quantité d'or ne peut pas en l'occurrence être considérée comme la seule mesure de leur capacité à garantir cette nouvelle monnaie à mettre en place.

Leurs réserves de change comprennent également d'autres actifs, tels que les obligations d'État et plusieurs actifs liquides, qui peuvent également être mis à contribution. Malgré cela, les BRICS continuent à travailler ensemble pour renforcer leur coopération économique et financière, notamment à travers la Nouvelle Banque de Développement (NBD) créée en 2014, qui vise à financer des projets de développement durable dans les pays membres. La NBD a également créé un fonds de réserve commun pour aider les pays membres à faire face aux crises financières.

Cependant, les BRICS s'attèlent à transformer le paysage géopolitique mondial et à créer un monde multipolaire, malgré leurs différences l'approche des affaires internationales, des intérêts et des priorités parfois divergents. Lors de la 12ème Conférence de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui s'est tenue à Bamako, au Mali en 2019, l'Iran avait proposé la création d'une banque avec les pays africains dans le but de faciliter les échanges commerciaux et financiers entre l'Iran et l'Afrique. Les autorités iraniennes voulaient ainsi contourner les sanctions économiques imposées à l'Iran par les États-Unis et de renforcer les liens commerciaux avec les pays africains. Un autre projet ambitieux qui nécessite une coordination et une coopération étroites entre les pays membres est le BRICS Pay, un système de paiement transnational qui l'équivalant du système occidental SWIFT. Il permettra aux BRICS d'échapper aux caprices de l'occident.

Il y a déjà plusieurs alternatives au SWIFT, notamment le système de paiement mobile appelé Alipay, qui est déjà utilisé en Chine par des millions de personnes pour effectuer des paiements au niveau national et international et le système de paiement interbancaire en yuan (CIPS) en 2015. Du côté de la Russie, le système de paiement en roubles (SPFS) est lancé en 2014 et un autre appelé Mir qui est également utilisé pour les paiements nationaux et internationaux. Autant d'innovations mises en place dans le cadre des efforts visant à renforcer la coopération économique et commerciale entre les BRICS, pleinement engagé aujourd'hui, dans le processus de dédollarisation, un processus qui s'accélère.

Synthèse Amel B. et Agences

NIGER

Inauguration d'une centrale solaire de 30 mégawatts près de Niamey

Inaugurée récemment, la centrale solaire de Gorou Banda à quelques kilomètres de la capitale Niamey dispose d'une capacité de 30 mégawatts. Construite dans le cadre d'un partenariat entre l'Union européenne, l'Agence française de développement et le Niger à près de 20 milliards de FCFA au total, cette centrale solaire permettra d'alimenter en électricité environ 70.000 ménages soit 500.000 personnes de la région de Niamey. La centrale photovoltaïque devrait être raccordée au réseau de la Nigelec fin août pour limiter les délestage dans la capitale Niamey. L'infrastructure qui est située à une dizaine de kilomètres de la capitale Niamey a été développée dans le cadre de l'amélioration de la desserte de la ville en électricité sous l'égide de la société nationale d'électricité Nigelec. La production devrait atteindre 53 GWh la première année et sera intégralement injectée dans le réseau de la Nigelec. Le projet a mobilisé 30 millions d'euros apporté à hauteur de 23,5 millions d'euros par l'Agence française de développement (AFD) sous forme de prêt, de 5 millions d'euros par l'Union européenne et de 1,5 millions restants pour l'État du Niger.

Par Agence

GAMBIE

Des sirops anti-toux tuent 70 enfants

En Gambie, le gouvernement a associé quatre types de sirops contre la toux importés d'Inde à une épidémie d'insuffisance rénale aiguë, responsable du décès de 70 enfants. Une commission d'enquête de la présidence de la Gambie, a noté plusieurs dysfonctionnements qui ont abouti à l'utilisation de ces sirops. Le ministre de la Santé Dr Ahmadou Lamin Samateh a annoncé le licenciement du directeur de l'agence de contrôle des médicaments et de son adjoint. Il a aussi précisé que le gouvernement gambien explorait les voies pour poursuivre le laboratoire pharmaceutique indien, Maiden Pharmaceuticals, dont sont issus les médicaments et obtenir des réparations. Un procès doit s'ouvrir fin octobre en Gambie sur cette affaire. Selon l'OMS, ces médicaments contenaient des quantités "inacceptables" de diéthylène glycol et d'éthylène glycol, communément employés comme antigel et dont l'ingestion peut être mortelle. L'OMS avait lancé début 2023 un appel à une "action immédiate et coordonnée" pour éradiquer les médicaments non conformes et falsifiés, notamment les sirops contre la toux frelatés. Ce sirop produit en Inde aura tué au total 300 enfants en Gambie, en Indonésie et en Ouzbékistan.

Par Africanews

CONFLIT AU SOUDAN

Des habitants lancent un appel aux dons pour survivre

Avant ce conflit, un Soudanais sur trois souffrait déjà de la faim. Aujourd'hui, plus de la moitié des 48 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre.

Des habitants au Soudan ont lancé ce dimanche un appel aux dons de nourriture pour survivre dans ce pays d'Afrique de l'Est ravagé depuis plus de trois mois par un conflit sanglant entre l'armée et les paramilitaires. En raison des combats incessants en particulier dans la capitale Khartoum, des millions d'habitants se retrouvent bloqués chez eux et pour certains privés d'eau, notamment dans la banlieue de Khartoum-Nord. Ils n'ont de l'électricité que par intermittence et presque plus de nourriture, rapportent des habitants. Pour leur venir en aide, un comité de quartier à Khartoum a lancé dimanche un "appel urgent" à la population : "Il faut qu'on se soutienne les uns les autres, donnez de la nourriture et de l'argent à ceux qui sont autour de nous", a écrit le comité d'al-Danaqla.

Abbas Mohammed Babiker, un habitant de Khartoum-Nord, a raconté à l'AFP que sa famille devait se limiter à un repas par jour.

"Et il ne nous reste plus que de quoi tenir deux jours", a-t-il ajouté. "Avec les combats, il n'y a plus de marché et, de toute façon, nous n'avons plus d'argent", a renchérit un autre habitant, Essam Abbas. Pour tous les fonctionnaires au moins, les salaires n'ont pas été versés depuis mars. La semaine dernière, le violoniste Khaled Senhouri, figure de la musique à Khartoum, est "mort de faim" à Omdourman, ville qui fait face à la capitale Khartoum, ne pouvant plus sortir de chez lui pour s'approvisionner, ont rapporté plusieurs de ses amis sur Facebook.

Depuis le 15 avril, le conflit armé a fait 3.900 morts et 3,3 millions de déplacés et de réfugiés. Avant ce conflit, un Soudanais sur trois souffrait déjà de la faim. Aujourd'hui, plus de la moitié des 48 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre.

Nous ne pouvons tout simplement pas nous détourner du Soudan. Une cessation immédiate des hostilités est nécessaire de toute urgence", a souligné mercredi, dernier, la porte-parole de l'OIM. Et "nous avons besoin du soutien durable de la communauté internationale pour apporter aide et protection aux personnes touchées par le conflit", a-t-elle insisté.

Ce conflit a plongé le pays – parmi les plus pauvres du monde – dans le chaos. Mais alors que les besoins humanitaires de la population et des personnes fuyant les violences augmentent, les agences humanitaires se plaignent du manque de générosité de la communauté internationale. Mardi encore, Pierre Honnorat, responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) au Tchad, a expliqué aux journalistes à Genève, par visioconférence, que l'appel de fonds était nettement sous-financé par rapport aux besoins.

"Les gens traversent la frontière en courant, blessés, effrayés, avec leurs enfants dans les bras et avec uniquement les vêtements qu'ils portent sur eux. Ils ont besoin de sécurité et d'aide humanitaire". Le nombre de personnes ayant fui à l'étranger les combats au Soudan avoisine les 724 000, tandis que celui des déplacés dans le pays dépasse les 2,4 millions, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'Égypte et le Tchad sont les pays qui ont reçu le plus grand nombre de personnes fuyant les violences au Soudan. Le nombre réel de personnes ayant fui le pays est très certainement plus élevé que le chiffre donné par l'OIM, car le nombre d'arrivées en Égypte – près de 256 000 – remonte au 18 juin.

Par Agence

LABELLISATION DU COTON MALIEN

Le Mali veut faire reconnaître le bogolan comme produit national

Au Mali, le bogolan est un tissu de coton coloré avec de la boue fermentée. C'est d'ailleurs ce que signifie le mot bogolan, littéralement « fait avec la terre », en bambara. Afin de protéger et de développer cette filière traditionnelle, le Mali est en train de créer un label qui doit permettre de faire reconnaître ce savoir-faire national malien. Un logo a déjà été adopté fin juin. Dorénavant, un masque traditionnel sera apposé sur tous les bogolans fabriqués au Mali afin de certifier leur origine géographique. La prochaine étape sera celle de la reconnaissance de ce label par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (Oapi). À Ségou, le centre Ndomo est spécialisé dans le bogolan.

On y crée des pièces uniques, vendues au Mali et dans le monde entier. On y forme aussi de jeunes artisans. Son directeur, Boubacar Doumbia, défend et perpétue les méthodes traditionnelles du bogolan, ce coton malien teint avec des couleurs naturelles. « Ces couleurs naturelles sont obtenues à partir de certaines plantes à tanin. On pile les feuilles, on met l'eau là-dessus. Au bout de 30 minutes, on a la couleur jaune. Et dès que le tissu est trempé dedans, ça tient le tissu et ça ne part pas. L'argile en contact avec ce tanin sur le tissu, il y a une réaction chimique qui donne immédiatement les noirs. Le tissu devient bogolan fini, vu le résultat de la terre sur le tissu ». Sur ce tissu, sont ensuite dessinés des symboles, inventés par les communautés locales, qui portent des messages de paix ou vantent les vertus de grands personnages. Boubacar Doumbia, référence malienne pour la fabrication et le commerce du bogolan, explique lui-même en quoi la création d'un label est devenue nécessaire pour protéger le bogolan et ses artisans : « Les industries textiles ont commencé à s'intéresser aux créations du Mali et on en voit partout. À travers l'Afrique de l'Ouest, on voit des tissus imprimés avec le design type bogolan. Compte tenu de cette réalité de piratage, les artisans qui vivent de ce travail ont des difficultés pour pouvoir vendre leurs produits ». Bamako espère obtenir le certificat de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle pour les artisans maliens du bogolan, d'ici à six mois.

Par RFI

FOOTBALL

La JS Kabylie conserve l'ossature de l'équipe

Au cours de ce mercato estival, la JS Kabylie a réussi à garder l'ossature de l'équipe en prolongeant les contrats de Boualia, Boukhenchouche, Souyad, Bouhakak, Hadid, Nechat. Ses premières recrues sont le gardien de but Rahmani et le défenseur Maâmri en provenance du CS Constantine et l'attaquant Berkane, de l'Olympique d'Akbou. Elle a résilié à l'amiable les contrats de quatre joueurs.

La JS Kabylie, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé, ce dimanche, avoir trouvé un accord pour « une résiliation à l'amiable » des contrats de quatre joueurs, dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, rapporte l'APS.« Après avoir antérieurement libéré le Burkinabé Mohamed Lamine Ouattara et Redouane Zerdoum, la JSK et d'un commun accord avec ses désormais ex-joueurs, a procédé à une résiliation à l'amiable des contrats de Juba Oukaci, Lyes Benyoucef, Abderrahmane Medjadel, Mohamed Guemroud ainsi que celui de l'ex-entraîneur des gardiens de but, Lyes Benhaha », précise la même source, soulignant que « d'autres joueurs, dont les démarches de résiliation sont en cours, rejoindront incessamment la liste des libérés. »Concernant l'opération de recrutement, le club de la ville des Genêts a souligné qu'elle « suit actuellement son cours puisque des négociations sont en train d'être menées avec les joueurs ciblés par la cellule de recrutement. Les annonces de concrétisation se feront très prochainement. »La JSK a assuré jusque-là l'arrivée de trois joueurs : le gardien de but Chams-Eddine Rahmani (ex-CS Constantine), le défenseur Ahmed Maâmeri (ex-CS Constantine), l'attaquant Redouane Berkane (ex-Olympique Akbou), et l'attaquant Amrane Faïk (ex-NC Magra). Dans le but de préserver l'ossature, la direction a prolongé les contrats du défenseur axial Khaled Bouhakak, du gardien Mohamed Idir Hadid, du latéral droit Farès Nechat-Djabri, du milieu défensif Salim Boukhenchouche, du milieu offensif Koceila Boualia, ainsi que du capitaine Badreddine Souyad. Le club a renouvelé sa confiance au coach Youcef Bouzidi et son adjoint Mohamed Lacet, tout en renforçant ce staff par deux anciens internationaux du club, en l'occurrence : Lounès Gaouaoui et Mourad Aït Tahar, engagés respectivement comme entraîneur des gardiens et deuxième adjoint.

R.S.

TENNIS/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE U16 (FILLES):

L'ALGÉRIE DÉCROCHE LE TITRE PAR ÉQUIPES

La sélection algérienne de tennis des U16 (filles) s'est adjugée samedi, le titre de Championne d'Afrique de la catégorie, à l'issue de sa victoire devant l'Egypte (2-1) lors de la cinquième et dernière journée du Championnat d'Afrique par équipes au Caire (Egypte). Après avoir validé vendredi leur billet pour la Coupe du monde 2023 (Billie Jean King juniors, NDLR), aux dépens du Maroc (3-0), les Algériennes ont bousculé à nouveau la hiérarchie dans une rencontre capitale face au pays hôte.Le début de la sélection nationale face à l'Egypte était compliqué après la défaite de Wissal Boudjemaoui devant Karina Mohamed en trois sets (4-6, 6-4, 0-6). Mais par la suite, les choses sont rentrées dans l'ordre après le succès de Maria Badache contre la Championne d'Afrique en titre Jana Mohamed Salah (7-6(1), 0-6).Avec un score de parité à l'issue des deux matchs de simple, le titre s'est joué en double où les joueuses algériennes ont eu le dernier mot grâce à la victoire de la paire Badache-Boudjemaoui devant Jana Mohamed Salah - Karina Mohamed 2-6, 6-4 (10-8).

APS

SÉLECTION ALGÉRIENNE DE PARA-ATHLÉTISME :

7 médailles dans l'escarcelle aux Mondiaux de Paris

La sélection algérienne de para-athlétisme a bouclé sa participation aux Championnats du monde de Paris (9-17 juillet), avec une moisson "acceptable" de sept médailles (3 or, 1 argent et 3 bronze), se hissant à la 21e position du tableau final des médailles sur 61 pays médaillés, auxquels s'ajoutent un record du monde, des records d'Afrique et plusieurs performances personnelles pour les athlètes. Sur les 23 athlètes engagés, six d'entre eux reviennent avec des consécrations, équitablement entre les messieurs et les dames. La lanceuse du disque (F57), Nassima Saifi a été la première à monter sur la plus haute marche du podium, en dominant le concours qui a réuni les meilleures de la spécialité. L'Algérienne a réussi un jet mesuré à 34,22m (record personnel de la saison), devançant l'Uzbek Khamdamova Mokhigul (30,51 m) et la Mexicaine Estrada Floralia (30,49m). Quelques jours après, c'est sa compatriote, Safia Djelal, qui s'est illustré en décrochant le titre mondial du lancer du poids (F57), améliorant au passage d'un centième son propre record du monde dès son 1er essai (11,57m). Djelal n'a laissé aucune chance à sa concurrente directe, la Chinoise Xu Mian (10,77m). Nassima Saifi (10,51m) a pour sa part pris le bronze, s'offrant deux breloques joutes.Une autre athlète féminine s'est mise en évidence lors des Mondiaux de Paris. Il s'agit d'Ismahane Boudjadar qui a offert une 3 e médaille en vermeil à l'Algérie, au lancer de poids (F33). Elle a lancé son engin à 7,06m (nouveau record d'Afrique), à son 6e et dernier essai, devant l'Australienne Strong Maria (6,82m) et la Polonaise Oleksiuk Joanna (6,70m).Pour les messieurs, une fois n'es pas coutume, les athlètes algériens n'ont pas réussi un titre mondial, récoltant une moisson trois médailles (1 argent et 2 bronze).Pour sa première participation aux Mondiaux, Mokhtar Didane, a réussi son baptême de feu en s'offrant une médaille d'argent au 100m/T36, couru en 11.99 (nouveau record d'Afrique). Il a été devancé d'un cheveu par le recordman de la spécialité l'Australien James Turner (11.85), alors que l'Argentin Chavez Alexis Sebastian a pris le bronze en (12.03). Déjà lors des demi-finales Didane a pulvérisé le record africain en 12.33.Cette performance de Didane a été grandement saluée par les spécialistes algériens et confirme les bonnes potentialités de cet athlète capable de réussir d'autres belles choses à l'avenir.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS FÉMININE 2023 :

Afak Relizane participera à la phase finale

Un total de 37 clubs dont Afak Relizane prendront part à la troisième édition de la Ligue des Champions Féminine de la CAF dont la phase finale aura lieu en Côte d'Ivoire, a indiqué la Confédération africaine de football mercredi. Selon la même source, les 37 équipes ont répondu favorablement aux exigences du système de la Plateforme de Licences des Clubs de la CAF (CLOP).Dans le but de moderniser et de numériser l'administration de toutes ses compétitions, la CAF a mis en place ladite plateforme, afin que toutes ses 54 associations membres soient entièrement équipées avant le coup d'envoi de la nouvelle saison des compétitions interclubs, précise l'instance dans un communiqué publié sur son site officiel. Les 37 clubs qui vont participer aux qualifications, ont complété avec succès et répondu à toutes les exigences du système - une étape importante pour développer le football féminin sur le continent. Selon le règlement de la compétition, tous les clubs doivent se soumettre à un processus de licence au niveau de l'association membre et se voir accorder une licence pour participer à la compétition susmentionnée. Suite à la phase pilote de mise en œuvre du système lors des premières éditions de la Ligue des Champions Féminine de la CAF (2021 et 2022), la CAF a pleinement appliqué les exigences énoncées dans le CLOP et a rendu obligatoire pour les clubs de se conformer au système comme condition préalable à la participation à toute compétition interclubs de la CAF.Il convient également de noter, en relation avec la croissance du football féminin sur le continent, que cette édition compte quatre clubs supplémentaires, par rapport aux 33 clubs initiaux des deux dernières saisons. Pour rappel, quatre équipes dont Afak Relizane (tête de série du tournoi) prendront part aux éliminatoires de la Ligue des champions féminines de football de la zone 1, prévues à Oran du 24 au 30 août prochain. Outre le représentant algérien qui participera pour la troisième fois de rang aux éliminatoires avec l'ambition de se qualifier pour la phase finale prévue en Côte d'Ivoire 2024, la compétition verra la participation du Sporting Club de Casablanca, les Egyptiennes du Wadi Degla représentant de la région à l'édition 2022 du tournoi panafricain et les Tunisiennes de l'AS Féminine de Sousse. A noter que l'AS Far championne d'Afrique en titre est directement qualifiée pour le tournoi final.

APS

FESTIVAL DE THÉÂTRE AMATEUR À TIZI OUZOU : LE PALMARÈS DÉVOILÉ

Le rideau est tombé, tard dans la nuit de samedi dernier, sur le festival national du théâtre amateur de Bouhamdoune, un village situédans la commune de Maâtkas. Entamée dans la soirée du18 juillet 2023, la seconde édition, organisée par l'association locale Tafsut Bouhamdoune en collaboration avec l'APW et la Direction de la culture et des arts, s'est clôturée avec l'octroi de nombreux prix et récompenses aux 9 troupes participantes. Le jury a décerné le prix du jeune talent à Thiziri Abdoun, âgée de 10 ans, pour son rôle dans la pièce «Pour ne pas oublier». Le prix de la meilleure interprétation féminine est revenu à Tahri Fatiha qui a incarné l'épouse dans la pièce «Dja a3maha» et celui de la meilleure interprétation masculine a été attribué à Abdelghani de Tharwa n'Said qui a joué «Am winitrajun rebbi» adaptation en kabyle de «En attendant Godot» de Samuel Beckett par Mohia.

R. C.

ESSEBAGHINE : D'UNE AMITIÉ À UN MOUVEMENT ARTISTIQUE

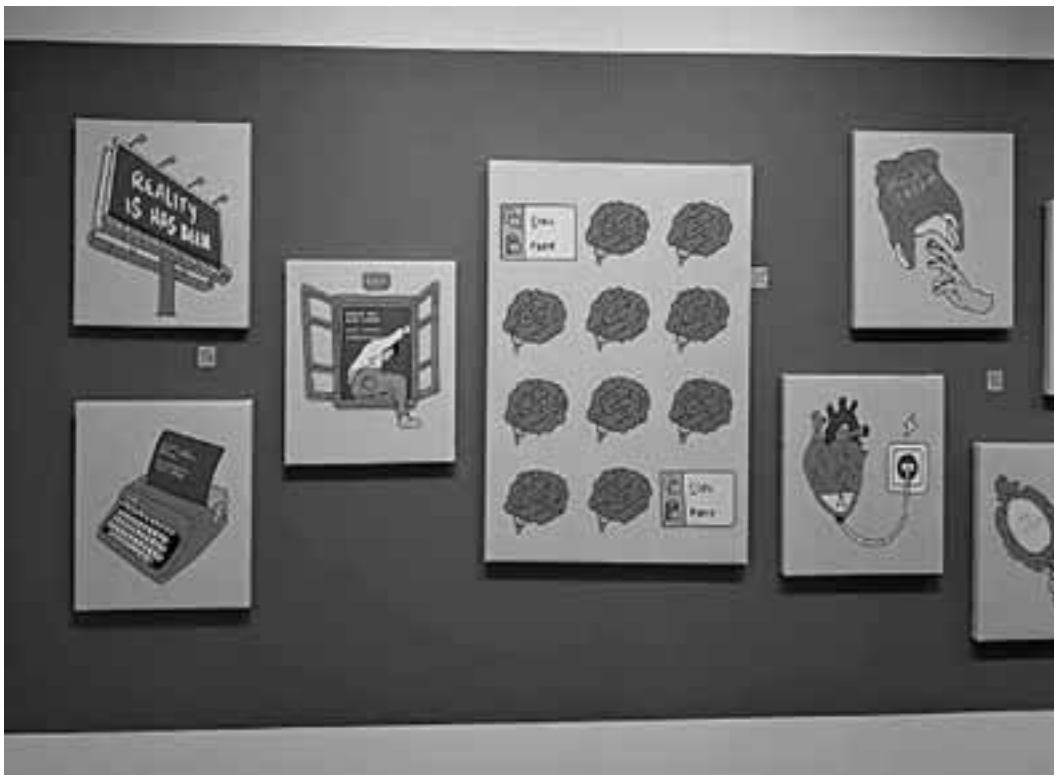
L'artiste plasticien Karim Sergoua a ravivé, samedi, ses souvenirs concernant le début et l'évolution du mouvement artistique Essebaghine lors d'une conférence débat tenue à l'école Artissimo. C'est à l'occasion du finissage de son exposition intitulée «revisitées» que le professeur aux beaux arts est revenu sur la création de ce que l'on peut qualifier de mouvement, d'école et de groupe d'artistes «100% algériens, formés en Algérie et qui y résident» ayant marqué son époque.

Cette initiative se veut un hommage au défunt artiste Noureddine Ferroukhi qui, lui aussi faisait partie des membres fondateurs de cette mouvance. Essebaghine, qui signifie les badigeonneurs, est composé de huit membres liés par une amitié à toute épreuve mais surtout un amour pour l'art hors normes et une volonté de laisser leur empreinte en imaginant un mouvement qui soit propre à l'art algérien. Zoubir Hellal, Djeffal Adlane, Ammar Bouras, Slimani Kheira, Aït El Hara Meriem, Jaoudet Gassouma, Noureddine Ferroukhi, Sergoua Karim se sont tous rencontrés à la fondation Asselah du temps de Anissa Asselah. Durant les années 1990, ils se sont attelés à promouvoir l'art au péril de leur propre vie en défiant le danger et la mort à visage découvert.

R. C.

«Simulacre», tel est le titre de la dernière exposition du plasticien «L'homme jaune»

Le plasticien Yasser Ameur offre au public, dans sa dernière création, intitulée «Simulacre», un travail alliant la peinture et la réalité augmentée tout en continuant ses questionnements sur la dépendance aux réseaux sociaux et aux nouvelles technologies.



Cette œuvre, accueillie à la galerie «Seen Art Gallery», à Dely Ibrahim, Alger, s'inscrit dans la continuité des deux précédentes expositions du peintre : «Journal jaune» (2019), dans la ladite galerie et «Société du spectacle», présentée en Tunisie en 2020.

Tout en s'interrogeant sur ce rapport addictif à l'image virtuelle, Yasser Ameur, connu comme artiste sous le nom de « L'homme jaune », propose d'abord un excellent travail de peinture et un détournement de l'image, le tout appuyé par une expérience unique de réalité augmentée, pour que l'image virtuelle prenne le dessus, comme dans la société et la vie réelle.

Pour commencer, et pour profiter pleinement de cette exposition, il faut deux niveaux d'observation : un premier, classique, pour apprécier les œuvres minutieuses, qui se rapproche d'une impression numérique, et les images détournées de l'artiste et son sens aiguisé de la dérision et de la satire. En second lieu, il faut se munir d'un smartphone pour redécouvrir ces œuvres à travers son petit écran et les voir s'animer pour rendre leurs messages encore plus percutants et explorer une nouvelle manière d'apprécier l'art pictural.

Yasser Ameur revisite, avec beaucoup d'humour, des images marquantes du quotidien, en proposant une série où les smartphones, les ordinateurs et l'électricité remplacent même les appareils médicaux, en terme de nécessité, en laissant le visiteur s'interroger sur l'utilisation de ces moyens technologiques, avec des prières transmises en wifi et des organes vitaux reliés à l'électricité ou à internet.

L'amalgame entre la vie réelle et celle, simulée sur internet, est également, très largement abordée dans une autre série de grands formats, où les grands savants sont remplacés par un moteur de recherche, le facteur par des messageries virtuelles, où la limite entre humain et robot est confuse, et où le commerce est complètement dématérialisé.

Dans une série de petits formats, l'artiste a également décidé de restituer une riche palette d'émotions et d'expressions en recréant des émoticônes mais avec des têtes et visages différents, une manière de proposer une piste de réflexion sur ce nouveau mode déshumanisé et uniformisé de communication et d'expression des émotions.

L'artiste se contente de poser un miroir aux visiteurs de son exposition pour revoir des habitudes devenues banales et insignifiantes, mais tellement instructives, comme le scroll, le recours systématique aux moteurs de recherche, l'addiction aux photos et l'exposition de tous les détails et évènements de la vie, comme les décès qui deviennent aussi «grand public».

Dans l'univers de l'Homme jaune, Albert Einstein peut vous orienter, par dépit, vers un moteur de recherche, un facteur vous distribuera des "likes" et des messages, un robot peut se faire passer pour un humain, alors qu'un décès devient, également, source de popularité virtuelle. Ceci servi et présenté dans une parfaite maîtrise de la peinture, avec une palette de couleurs chatoyantes, évidemment dominées par le jaune.

Né en 1989, à Blida, Yasser Ameur a étudié les arts et le design à l'université de Mostaganem avant d'intégrer l'Ecole des Beaux-Arts de la ville. C'est là où il a installé son atelier dans les cafés populaires et d'où lui viennent, souvent, les idées pour ses tableaux.

En 2012, il travaille en tant qu'assistant dans les ateliers de grands artistes algériens, tels Denis Martinez et Ali Silem. L'année suivante, il décroche le 3e "Prix Ali Maachi" en peinture. Puis, il participe à la 3e Biennale Méditerranéenne d'Art Contemporain d'Oran.

A partir de 2015, il commence alors une carrière artistique à l'étranger et expose ainsi, dans différents salons et foires internationaux d'arts contemporains en Europe. Ses toiles iront, notamment, au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas, en France ou encore en Espagne. Elles orneront, également, les cimaises du Musée d'Art Contemporain d'Oran (M.A.M.O.) lors de l'exposition inaugurale de cette institution culturelle en 2017.

L'exposition "Simulacre", dernier volet de cette trilogie, est ouverte aux visiteurs, qui sont conviés à se munir de leurs smartphones, à la galerie Seen Art Gallery jusqu'au 20 septembre prochain.

C.K.

Lancement canon pour « Barbie » au box-office nord-américain

Le blockbuster estival « Barbie », précédé d'une intense campagne marketing, a réalisé le meilleur lancement de l'année 2023 au box-office nord-américain, avec 155 millions de dollars de recettes durant un week-end faste marqué aussi par la sortie d' »Oppenheimer » (80,5 millions), a annoncé dimanche le cabinet spécialisé Comscore. Les deux films très attendus devraient permettre aux salles obscures des Etats-Unis et du Canada de totaliser leurs meilleurs recettes sur un week-end depuis la pandémie de Covid-19, qui a porté un coup dur aux cinémas, selon les sites spécialisés The Hollywood Reporter et Deadline. Boosté par une vague marketing rose du groupe de jouets Mattel, qui a lancé la première poupée Barbie en 1959, et de Warner Bros, associés pour la production, la comédie de Greta Gerwig fait mieux pour son lancement que « Super Mario », inspiré du célèbre personnage de jeux vidéo (146 millions début avril), ou que la suite d'Avatar de James Cameron (« Avatar: la voie de l'eau », 134 millions en décembre 2022). Dans une relecture pop et ironique, où le rose dégoulinant et les paillettes sont à prendre au second degré, Barbie, incarnée par Margot Robbie — Ryan Gosling joue Ken — est sommée de troquer ses chaussures à talons contre des sandales Birkenstock pour quitter son univers parfait de Barbie Land et plonger dans le monde réel. D'après les sites spécialisés, c'est le meilleur lancement dans les salles nord-américaines pour un film réalisé par une femme, devant « Wonder Woman » de Patty Jenkins (2017) et « Captain Marvel », co-réalisé par Anna Boden et Ryan Fleck (2019). « Oppenheimer », biopic de Christopher Nolan sur le physicien américain qui a mis au point la bombe atomique, réalise aussi de très bons débuts pour un film de 3 heures, avec 80,5 millions de recettes, selon Comscore. La sortie concomitante de ces deux films très attendus et aux histoires opposées au cœur de l'été a créé l'événement chez les cinéphiles, et le phénomène « Barbenheimer » s'est emparé des réseaux sociaux. Selon l'Association nationale des propriétaires de salles aux Etats-Unis, plus de 200.000 spectateurs avaient prévu d'aller voir les deux films durant la même journée au cours du week-end. « Sound of Freedom », thriller controversé sur le trafic d'enfants, complète le podium avec 20 millions de dollars, suivi par « Mission: Impossible Dead Reckoning » (19,5 millions) et « Indiana Jones et le cadran de la destinée » (6,7 millions).

R. C.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE
DE LA WILAYA DE BEJAIA
NIF/ 001006018693331

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE DE 2 ème AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE N° 021/DMO/2023

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (O.P.G.I) de BEJAIA, avise l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au 2 eme avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°021/DMO/2023 , Paru dans le quotidien national « الحقيقة اليوم » en langue arabe et « L'EXPRESS » en langue française en date du 11/06/2023, portant réalisation des travaux des 88 Logements L.P.L à Remila Commune SIDI AICH (EX TIFRA) en TCE y compris VRD , Programme : 800 Logts LPL A/W Bejaia année 2011.
Qu'a l'issue de la procédure d'analyse et d'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le résultat est le suivant :

Projets	Attributaire provisoire	Note Obtenue	Montant de l'offre financière après correction en DA/TTC	Délais (mois)	catégorie	Observation
88 Logements L.P.L à Remila Commune SIDI AICH (EX TIFRA)	EPE/SPA CONSTRUB EST NIF : 001523036610247	80/80	256 495 845.09	16	VII	Unique Offre

Les soumissionnaires, sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher aux services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya de Bejaia, dans un délai de trois (03) jours à compter du premier jour de publication de l'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans des quotidiens nationaux, pour prendre connaissances des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres techniques et financières.

La commission des marchés public de l'OPGI est compétente pour l'examen de tout recours des soumissionnaires qui doit être introduit dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux. Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 les 16.09.2015 portantes réglementations des marchés publics et délégations de service public.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

L'EXPRESS DU 25/07/2023 ANEP : N° 2316018375

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Bouira

Daira de Lakhdaria

Commune de Zbarbar

AVIS D' TRIBUTRION PROVISOIRE

Conformément à la disposition de l'article 65 de décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant de réglementions des marché public et des délégations de service public.et en vertu des PV de réunion de la commission Louverture des plis et l'analyse des offres du : 16/07/2023 après d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimales pour objet :

Aménagement aire de jeux a Zouabria commune Zbarbar (1ère tranche)

Le président de L'APC de Zbarbar informé l'ensemble des entreprise par l'avis de l'appel d'offre national lancée le 04/07/2023 et lancé l'attribution provisoire de marché relative au projet en question conformément au tableau ci- après

N°	Désignation de Entreprise	Montant	Délais de réalisation	Observation
01	ETB TCE BRAHIMI BELAID	29.916.838.00 DA	75 jours	L'offre Mois disant

Tout soumissionnaire contestant le choix. peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à comptéer de la publication de la présent avis et ce conformément à l'article 82 de décret présidentiel N° 15/247 de 16/09/2015

L'EXPRESS DU 25/07/2023 ANEP : N° 2316018286

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT
DAIRA DE BRIDA
COMMUNE DE HADJ MECHERI

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISIORE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementions des marches publiques.

Le Présidant de L'Assemblé Populaire Communal à la commune hadj mecheri lance un avis d'attribution provisoire d'un offre national ouvert n° 04/2023 dans ASWATE et L'XPRESS en date du 2023/06/22 et derby en date du 2023/06/22 , qua l'issue de l'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges , le marches est attribue provisoirement aux soumissionnaire suivants:

INTITULE PROJETS	SOUMISSIONNAIRE	NUMERO D'INTIFICATION FISCALE (NIF)	NOTE GLOBALE	MANTAT	DELAI	OBS
L'acquisition d'une machine NIVELEUSE	Entreprise National Des Matériels de Travaux Publics U.M.D AIN SMARA	NIF : 099925006310143	30	21.189.140,00	07 jour	

Les soumissionnaires qui contestant le choix opéré par le service contractant, peuvent introduire un coures dans les dix (10) jours a compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marche dans le bulletin officiel des marches de l'operateur public (BOMOP) ou la presse, auprès de la commission communale hadj mechri. Si le dixième jour coincide avec un jour férie ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires, intéresse de prend connaissance des résultats détailles de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont tenus de se rapproche du service contractant, au plus tard trois (03) jours compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marche.

L'EXPRESS DU 25/07/2023 ANEP : N° 2316018402

SA NOMINATION AVAIT PROVOQUÉ UNE VIVE POLÉMIQUE À BRUXELLES

L'Américaine Scott Morton renonce à briguer un poste clé de l'UE après une polémique

Après une semaine de polémique centrée sur sa nationalité, l'économiste Fiona Scott Morton a annoncé qu'elle renonçait à briguer un poste clé de l'UE pour la régulation des géants de la tech. «Fiona Scott Morton m'a informée de sa décision de ne pas accepter le poste d'économiste en chef de la concurrence. Je l'accepte avec regret», a annoncé sur Twitter la vice-présidente de la Commission, Margrethe Vestager, principal soutien de cette candidature. La nomination d'une ancienne de l'Administration Obama, ex-consultante pour Amazon, Apple et Microsoft, a provoqué une vive polémique à Bruxelles.

«Étant donné la controverse politique provoquée par la sélection d'une non-Européenne pour occuper ce poste et l'importance pour la direction générale (de la Concurrence) d'avoir le plein soutien de l'Union européenne (...), j'ai estimé que la meilleure chose était pour moi de me retirer», a écrit Fiona Scott Morton, dans sa lettre adressée à Mme Vestager. En France et en Europe, des responsables politiques ont épinglé ses anciennes fonctions de responsable de l'analyse économique à la division antitrust du ministère américain de la Justice, entre 2011 et 2012, ou de consultante pour des grands groupes de la tech. Ils ont dénoncé de possibles conflits d'intérêts et le risque d'une ingérence de Washington dans des décisions de l'UE. La Commission européenne a, elle, finalement adressé vendredi une fin de non-recevoir au gouvernement français, qui avait officiellement réclamé l'annulation du recrutement de cette professeure d'économie à la prestigieuse université de Yale. La nomination de Mme Scott Morton survenait au moment où l'UE doit mettre en œuvre de nouvelles législations ambitieuses pour réguler ce secteur. «Je salue la décision responsable de Fiona Scott-Morton (...). La souveraineté numérique de l'Europe est une exigence absolue», a déclaré à l'AFP le ministre français délégué au numérique, Jean-Noel Barrot, quelques minutes après l'annonce.

Par Agence

Palestine : des colons sionistes agressent des bergers et des journalistes à El Khalil

Le ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés a appelé, ce dimanche, la communauté internationale «à inclure les organisations criminelles sionistes parmi les organisations terroristes».

Nouvelle escalade de violences sionistes contre des Palestiniens. Ce dimanche, des colons sionistes ont agressé des bergers palestiniens et une équipe de journalistes, selon des sources locales, citées par l'agence de presse palestinienne Wafa. «Un groupe de colons sionistes, sous la protection des soldats de l'armée de l'occupation, ont pénétré, tôt dimanche, dans des terres appartenant à des Palestiniens dans la périphérie des villes de Beit Awwa et Deir Samet à El Khalil et s'en sont pris aux bergers palestiniens qui se trouvaient sur place, ainsi qu'à un photographe de l'agence de presse Wafa, venu couvrir l'évènement, lui causant des blessures graves», ont précisé les mêmes sources. Les violations sionistes contre le peuple palestinien se sont multipliées ces derniers mois. « Pas moins de 4.073 actes de sabotage, de destruction et d'assassinat ont été recensés durant le premier semestre 2023", a fait savoir récemment la Commission de la résistance au mur et aux colonies sionistes en Palestine. Vendredi, les soldats sionistes ont abattu un jeune palestinien de 18 ans, près de la ville de Naplouse Palestine. Des agressions qui sont devenues monnaie courante. Dans le même sillage, le ministère palestinien des Affaires étrangères a appelé à inclure les organisations criminelles sionistes parmi les organisations terroristes. «Nous appelons la communauté internationale à faire figurer désormais les organisations criminelles sionistes sur la liste des organisations terroristes mondialement connues et redoutées, afin d'empêcher leurs membres d'accéder à leurs territoires», a écrit le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, relayé, par l'agence de presse Wafa. Le ministère a fait remarquer que «les crimes de l'occupation sioniste, les répressions, les meurtres et les harcèlements infligés au peuple palestinien démontrent que l'occupation refuse la paix et les solutions politiques, conformément aux références de paix et des résolutions de légitimité internationale». Il a précisé, à ce sujet, que «l'option de l'entité sioniste pour l'escalade délibérée contre les Palestiniens s'inscrit dans le cadre de son plan visant à parachever ses projets d'annexion de la Cisjordanie occupée», notant que «cette politique raciste et coloniale confirme la reconduction à nouveau de la culture et les crimes des gangs sionistes». Le ministère a appelé, enfin, la communauté internationale à intervenir rapidement pour contraindre l'entité sioniste à mettre fin à sa politique et ses agressions quotidiennes contre les Palestiniens. Les agressions sionistes contre le peuple palestinien n'ont pas cessé depuis le début de l'année. Selon des statistiques officielles communiquées récemment par les autorités palestiniennes, au moins 198 Palestiniens sont tombés en martyrs sous les balles des soldats et colons sionistes depuis le début de l'année 2023. Par ailleurs, le Parlement arabe s'est félicité, samedi, du vote du Parlement portugais en faveur d'une résolution reconnaissant la Nakba palestinienne en 1948. Dans un communiqué de presse, relayé par l'agence de presse Wafa, le Parlement arabe a indiqué que «la décision du Parlement portugais est une condamnation à la fois pour la politique coloniale de l'entité sioniste et ses projets d'expansion qui bafouent le droit international». Il a appelé, en outre, le Parlement portugais «à défendre désormais aux fora internationaux le droit du peuple palestinien». Le Parlement arabe a saisi, par ailleurs, l'occasion pour interpeller à nouveau la communauté internationale, «afin d'agir en vue de mettre un terme aux violations sionistes contre le peuple palestinien, sa terre et ses lieux saints». Vendredi dernier, le Parlement portugais a voté à la majorité en faveur d'une résolution reconnaissant la Nakba palestinienne. «Dans une démarche à l'avant-garde pour un pays européen, le Parlement portugais a voté à la majorité, la décision de reconnaître la Nakba (catastrophe) qui a frappé le peuple palestinien en 1948, et salue sa lutte pour obtenir son droit à l'autodétermination», a indiqué un communiqué du Parlement portugais. «La résolution condamne la politique d'occupation sioniste d'expansion et d'annexion illégale qui viole les lois internationales, et appelle également le gouvernement portugais à adopter une position «claire et franche» dans la défense du droit du peuple palestinien, tel que garanti par les normes et lois internationales», note la même source.

Synthèse R.N. et agence Wafa

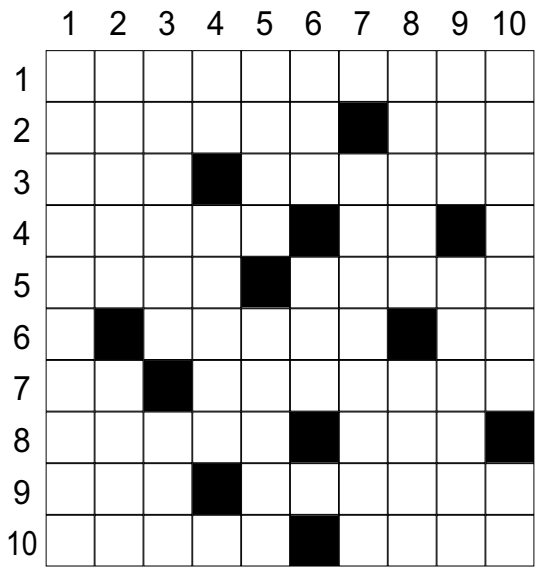
CAMEROUN

Douze morts dans l'effondrement d'un immeuble

L'effondrement d'un immeuble d'habitation à Douala, la capitale économique du Cameroun, a fait au moins douze morts et cinq blessés en urgence absolue, selon un bilan provisoire. Selon les riverains, l'incident se serait produit vers minuit mais les secours n'ont pu arriver sur place que le lendemain matin. Samuel Ivaha Diboua, Gouverneur de la région du Littoral, était sur place pour faire un point presse : «Une maison de 4 niveaux s'est effondrée et nous avons enregistré un effectif de 31 personnes dont 12 décédés, les autres sont dans les formations hospitalières pour des soins médicaux». L'armée a été mobilisée pour prêter main-forte aux sapeurs- pompiers et accélérer les recherches dans les décombres. Pour l'heure, les causes du drame restent inconnues, mais cet

immeuble vieillissant montrait des signes d'insalubrité. Des ouvriers, qui avaient été chargés du chantier de rénovation de ce bâtiment, restent dans l'incompréhension, comme témoigne l'un d'entre eux : «Je suis sorti, ça ne faisait même pas 30 minutes, de mon sommeil vers minuit trente minutes par là, car quand on m'appelait je ne décrochais pas, j'ai donc sursauté et j'ai pris mon téléphone à cette heure-là et on m'annonce la nouvelle qui est tellement tragique. C'est sûr qu'il y avait des signes, mais on était en train de travailler dessus, on était en train de surmonter le pourtour de l'immeuble». Tandis que les recherches se poursuivent, les blessés sont pris en charge à l'hôpital de Laquintinie de Douala. Le bilan provisoire est de douze morts parmi lesquels «une fillette âgée de trois ans et une jeune fille de 19 ans».

Par Africanews

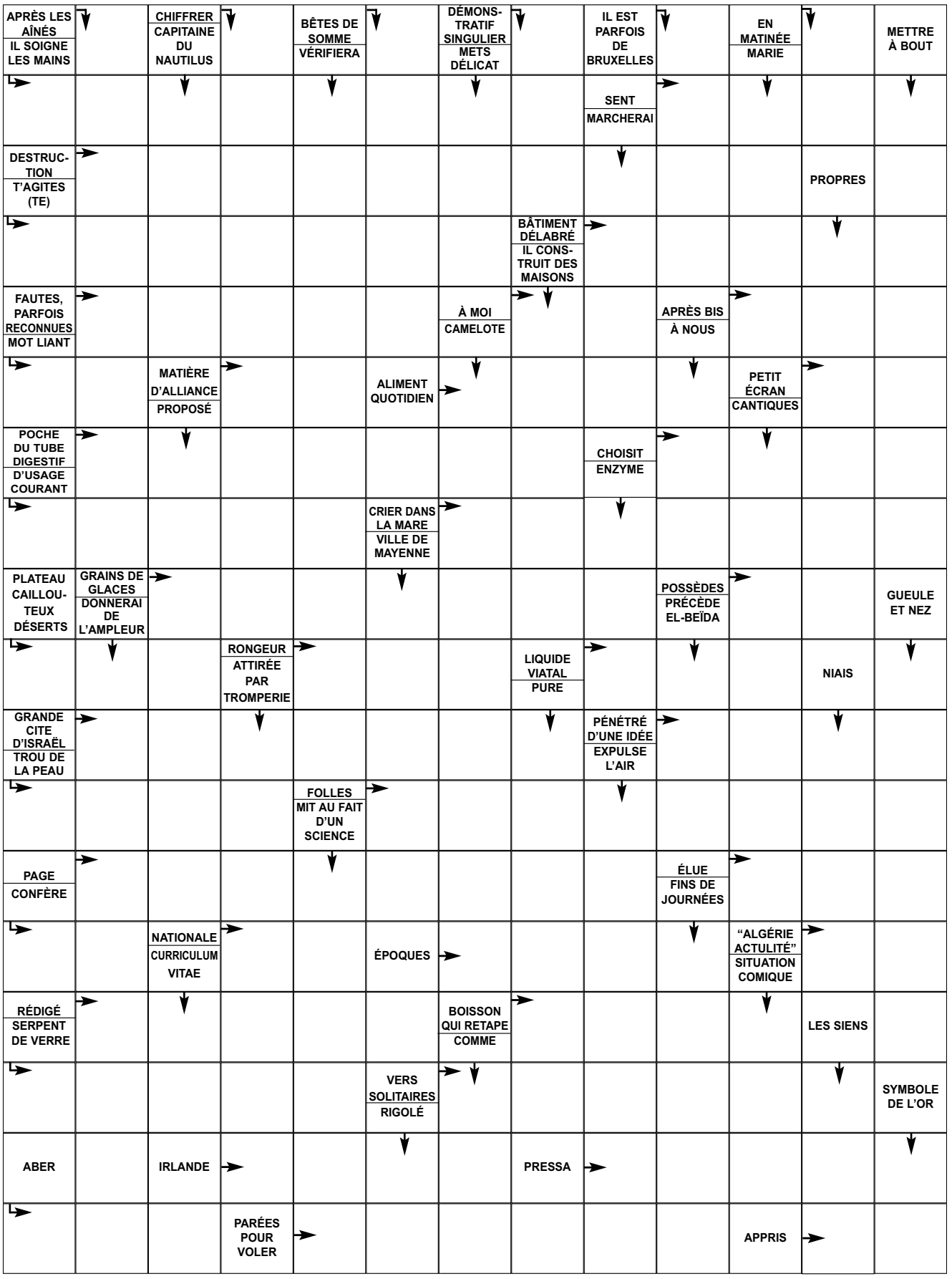


Horizontalement

1- Couper net. 2- Colorant en jaune ou rouge - Partira. 3- Edit - Laissées. 4- Vomitif - Dans. 5- Possessif - Prendre acte en Belgique. 6- Carabine à long canon - Possessif. 7- Test d'intelligence - Rappellent le miel. 8- Quelqu'un - Obtienne. 9- Peuple du Nigeria - Qui a de la laitance. 10- Rude au toucher - Epreuve.

Verticalement

1- Se parler à soi-même. 2- Retire l'eau de la barque - Pays d'Asie. 3- Hurle la vente de sa marchandise - C'est pas du vrai. 4- Possessif - Meurtre. 5- Civilisation d'Amérique latine - Elle naît dans les roses. 6- Enlève - Blonde de pub. 7- Découvrait. 8- Réfutent - A superposé des poissons. 9- Long temps - Se retrouvent sans chefs. 10- Frôleras - Fait alliance.



4 x 4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Ermaphrodite Hermafrodite Hermaphroddite Hermaphrodite	Halètement Halaitement Halétement Halèttement
Crypton Kripton Krypton Kryptan	Léggionaire Légionnaire Légionnère Legionnaire

BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Ville d'Egypte

ADONIS
AILETTE
ALERTE
ALITÉE
AMBIDEXTRE
AMOURACHÉ
BÉTAIL
BICHONNER
BLETTE
BOSNIEN
BRAILLE
CHAUFFAGE
CHAUSSON
COLORIAGE
COMMISSURE
CONFUSE
CONSOLE
COQUILLETTE
CRUAUTÉ
DENSIMÈTRE
ENDIVE
EOLE
EPOQUE
EVEIL
EXTRADER
FAUTE
FIER
FILMER
FLEUVE
GAZ
HERMINE
INITIÉ
INOUÏ
INSOLÉ
INTERTITRE
JACTER
LABIAL
LACET
LAMPE
LISTE
MACADAM
MACHINALE
MIEN
MIRABELLE
MOULE
NIÇOISE
ONDULEUR
PARALYSIE
PROCÉDER
RENTE
SANCTION
SAO PAULO
SCORIE
SÉJOUR
SORTILÈGE
SPONGIEUSE
SUCCÈS
TAILLEUR
TOXIQUE
VÉNÉRABLE
ZÉNITH

C	O	M	M	I	S	S	U	R	E	D	E	N	S	I	M	E	T	R	E
P	C	H	A	U	F	F	A	G	E	E	N	C	A	R	U	O	M	A	V
A	C	H	M	I	A	L	E	L	O	I	E	D	R	S	A	T	N	S	E
R	H	A	E	U	E	V	U	N	U	S	O	E	E	I	O	O	A	M	N
A	A	R	T	R	U	O	D	O	U	N	T	J	L	X	I	O	A	N	E
L	U	E	T	E	M	U	N	E	I	C	O	E	I	T	P	C	S	O	R
Y	S	E	L	I	L	I	I	S	A	U	T	Q	C	A	A	E	E	S	A
S	S	F	E	E	N	G	N	J	R	T	U	N	U	D	E	V	L	C	B
I	O	N	U	S	N	I	R	E	E	E	A	L	A	L	I	T	O	O	L
E	N	R	O	O	C	E	S	E	U	S	O	M	A	D	I	Q	S	R	E
M	R	L	P	O	M	E	S	E	R	R	R	L	N	B	U	E	E	I	E
A	E	S	I	L	C	U	T	E	U	N	C	E	I	I	I	N	V	E	L
C	D	S	I	C	F	U	D	E	E	E	H	O	L	A	N	A	L	E	L
H	E	F	U	N	A	A	L	I	E	T	P	L	N	O	T	L	L	T	E
I	C	S	O	U	R	L	N	A	I	I	E	O	H	S	I	E	E	I	B
N	O	C	R	T	I	S	E	N	M	T	T	C	Q	A	O	C	B	L	A
A	R	C	X	A	O	Z	E	T	T	P	I	I	R	U	A	L	E	A	R
L	P	E	T	B	A	Z	A	E	N	B	E	B	N	L	E	T	E	H	I
E	C	O	L	O	R	I	A	G	E	E	G	E	L	I	T	R	O	S	M
I	N	T	E	R	T	I	T	R	E	E	R	T	X	E	D	I	B	M	A

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
VROMBISSEMENT - CRIANTES - ETUI - CHASSA - ELUE - AN - ESPRIT - MI - ONGLE - UV - ETAL - GEO - HAIR - AIL - GERCEE - ROUSSE - SALUE - US - OR - RI - LU - SEGUIN - SUEDE - PERONE - NOS - EPIA - EDEN - LIN - ANIS - ETC - MENANT - SUC - TA - METIER - RACES - NE - SEMERA - NUEE - RUT - FER - ATTEND - REJETTE.

VERTICALEMENT
ARCHANGE - ISOLEMENT - ORANGERS - USINE - UT - AMIS - LOCALE - NATTEE - BASEE - ELUDE - NI - EN - MINAS - HEU - EPATES - ST - PUA - ES - IN - RER - ASSERVIR - EPAIS - MUR - LI - ROUGE - SURETE - EMEUTE - USURE - CAR - ETE - TAS - IODE - CAFE - ONU - MAISONNETTE - ET - TITILLER - ENCASTRE.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
1- PROTOCOLES. 2- HORAIRE - VU. 3- ETE - NUIRE. 4- NA - SLTELE. 5- OTITE - LIEE. 6- MISE - VENTS. 7- EVEREST - AS. 8- NERON - SALI. 9- ELAN - MER. 10- SI - ALESE.

VERTICALEMENT
1- PHENOMENES. 2- PORTATIVE. 3- ORE - ISERE. 4- TA - STEROLS. 5- OINTE - ENE. 6- CRUE - VS - NA. 7- OEILLETS. 8- REIN - AME. 9- EVE - ETALES. 10- SU - MESSIRE.

4x4 Gouttière - Logarithmique
Topinambour - Vélomoteur

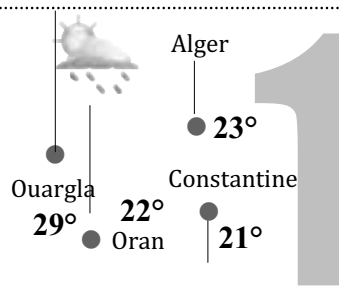
BIFFE-TOUT : BRATISLAVA

STATIONS SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES :

ARKAB DÉVOILE LES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT

Intervenant hier, lors de la cérémonie d'ouverture des plis pour la réalisation du premier projet des stations solaires d'une capacité de 2000 mégawatts, le ministre de l'Energie, M. Mohamed Arkab, a assuré que l'Algérie travaille à répondre favorablement à la demande nationale croissante en matière d'énergie électrique. M. Arkab a ajouté dans ce sens que quinze stations solaires photovoltaïques seront réalisées à travers 12 wilayas du pays dans le cadre de la première étape du programme national pour le développement des énergies renouvelables : « La stratégie du gouvernement table sur les énergies renouvelables propres et amies de l'environnement. Nous tablons sur une capacité de production de 15.000 mégawatts à l'horizon 2035 » a-t-il expliqué. Le ministre de l'Energie a précisé que le projet pour la réalisation des stations solaires de 2000 mégawatts est une occasion pour les entreprises nationales pour accompagner le développement de cette filière et acquérir l'expérience nécessaire dans la réalisation, la production et la gestion de ces installations.

R.N.



16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
03:55	12:54	16:43	20:00	21:40

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MARDI 25 JUILLET 2023 // N°604 //PRIX 20 DA

CYBERSÉCURITÉ :

L'Afrique appelée à investir 4,2 milliards de dollars pour améliorer sa résilience

Les difficultés socio-économiques généralisées, qui ont été accélérées par la pandémie de Covid-19, la crise alimentaire et l'inflation, devraient également continuer à favoriser un schéma durable de sous-investissement, est-il mentionné dans ce rapport.

L'Afrique enregistre chaque année des pertes directes estimées à 3,5 milliards de dollars à cause des cyberattaques. Et des milliards supplémentaires en raison des opportunités d'affaires manquées découlant de l'atteinte à la réputation. L'Afrique doit mobiliser environ 4,2 milliards de dollars par an d'investissement supplémentaires dans la cybersécurité pour améliorer sa résilience aux cyberattaques qui deviennent plus nombreuses, plus variées et plus dangereuses dans un contexte d'accélération de la transformation sur le continent, selon un rapport publié récemment par le cabinet américain de conseil en stratégie Kearney. Intitulé « Cybersecurity in Africa- a call to Action », le rapport précise que ce montant représente environ 0,25% du PIB cumulé du continent. Ce ratio d'investissements par rapport au PIB correspond au niveau moyen des dépenses réalisés dans le domaine de la cybersécurité dans les marchés matures comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Avec des dépenses annuelles estimées à 0,19% de son PIB, seule l'Afrique du Sud est proche du niveau d'investissement enregistré dans les marchés matures. Dans les pays d'Afrique du Nord, les investissements dans la cybersécurité ne représentent en moyenne que 0,06% du PIB. Ce taux est encore plus bas dans les pays d'Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud (0,03% du PIB). La taille du marché africain de la cybersécurité a été évaluée à 2,5 milliards de dollars en 2020. Elle devrait atteindre 3,7 milliards de dollars à 2025, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 7,9%. Pourtant, l'adoption rapide des technologies de l'information et de la communication et l'importance stratégique croissante du continent en font une cible de choix pour les cybercriminels. L'Afrique enregistre d'ailleurs des pertes directes estimées à 3,5 milliards de dollars par an à cause de ces attaques, sans compter les opportunités d'affaires manquées découlant de l'atteinte à la réputation. Ces pertes colossales dénotent un faible niveau de cyber-résilience.

LES CYBERATTAQUES SONT ENCORE PERÇUES COMME UN PROBLÈME TECHNIQUE

Les entreprises africaines perçoivent encore les cyberattaques comme un problème purement technique plutôt que comme un facteur pouvant affecter leurs revenus. Le marché naissant de la cybersécurité sur le continent est également confronté à une pénurie de capacités et d'expertise locales. Les produits et les solutions proposés aux entreprises sont souvent fragmentés, en raison du manque de fournisseurs de solutions globales. Le rapport souligne d'autre part que le nombre, l'intensité et la complexité des cyberattaques ciblant l'Afrique devraient augmenter sensiblement durant les années à venir. Plusieurs facteurs exposent le continent à une hausse des cybermenaces. L'interconnexion croissante et la circulation accrue des personnes, des biens et des informations à l'échelle continentale, favorisées par l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), intensifieront le risque systémique. Les difficultés socio-économiques généralisées, qui ont été accélérées par la pandémie de Covid-19, la crise alimentaire et l'inflation, devraient également continuer à favoriser un schéma durable de sous-investissement. D'autre part, l'hésitation des pays à partager des renseignements sur les menaces, souvent en raison de la méfiance et du manque de transparence, rendra les mécanismes de cyberdéfense encore plus poreux.

Et last but not least, la surveillance des menaces est devenue plus complexe, en raison notamment de l'essor du chiffrement et des opérations multi-cloud, de la prolifération des appareils interconnectées de l'Internet des objets et de la convergence des technologies opérationnelles et des environnements informatiques. Outre l'augmentation des dépenses dans la cybersécurité, le rapport recommande aux pays africains d'adopter des approches collaboratives pour faire face à la hausse attendue des cyberattaques en ratifiant la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel à laquelle 13 pays seulement ont jusqu'ici adhéré, en intensifiant la formation d'experts en cybersécurité et en encourageant le partage de renseignements sur les menaces et le développement de partenariats public-privé (PPP) régionaux et d'alliances sectorielles.

Y.B.

L'UIP : LE SÉNAT RÉAFFIRME LES POSITIONS INDÉFECTIBLES DE L'ALGÉRIE ENVERS LA CAUSE PALESTINIENNE

La sénatrice Fouzia Benbadis, membre de la Commission chargée des questions du Proche Orient à l'Union inter-parlementaire (UIP), a réaffirmé les positions immuables de l'Algérie envers la cause palestinienne, et l'impératif d'assurer la protection à son peuple et aux Lieux saints contre l'agression sioniste. Mme Benbadis est intervenue lors de sa participation, par visioconférence, à la réunion de la Commission chargée des questions du Proche-Orient à l'UIP, consacrée aux derniers développements dans les territoires palestiniens, notamment les dernières agressions sionistes contre la ville de Jénine et les conséquences de cette escalade sur la paix dans la région. Les participants ont écouté un exposé du Rapporteur spécial chargé de la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 et un rapport du président du bureau de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et vice-présidente du président des opérations de l'UNRWA à la Cisjordanie, où l'accent a été mis sur les missions et le rôle de l'agence en termes d'instauration de la paix et de la stabilité dans la région. Ils ont, également, présenté un exposé circonstancié des activités de l'agence.

Y.B.

BAC 2023 :

Grâce présidentielle en faveur des détenus lauréats

Plusieurs dizaines de détenus ayant obtenu le baccalauréat 2023 ont bénéficié d'une grâce présidentielle totale ou partielle, indique un communiqué de la présidence de la République diffusé ce dimanche 23 juillet. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait signé deux décrets, le 4 juillet dernier, portant mesures de grâce à l'occasion de la célébration de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse. Le premier texte prévoyait des grâces en faveur des détenus de droit commun condamnés définitivement et le second décret portait sur des mesures de grâce en faveur des détenus lauréats du Baccalauréat 2023, dont les résultats n'étaient pas encore connus, n'étant annoncés que le 17 juillet. Selon le communiqué de la présidence de la République, 70 détenus reçus à l'examen du Bac 2023 ont été libérés, car touchés par les dispositions du premier décret. Dans le cadre du deuxième décret, 20 détenus lauréats du Bac condamnés définitivement seront libérés immédiatement après avoir bénéficié d'une remise totale de leur peine, tandis que 35 autres ont bénéficié d'une remise partielle de la peine restante, selon le communiqué de la présidence de la République.

R.N.